



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Hébergement et du Logement

Assistance pour l'ensemble des tâches de gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable en Île-de-France

Annexe 5 du règlement de la consultation : échantillon d

Pouvoir adjudicateur :

La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France (DRIHL)

Service accès au logement et prévention des expulsions locatives

Immeuble « Le Ponant » 5 rue Leblanc 75 015 PARIS

Représentée par M. Laurent Bresson, Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement

Numéro du marché : DRIHL – 2026 – ALPE – DALO

La présente annexe comporte 81 pages.

Recours amiable devant la commission départementale de médiation en vue d'une offre de logement

(article L. 441-2-3, II, du code de la construction et de l'habitation)

- Reportez-vous à la notice avant de remplir le formulaire.
- **Attention** : le requérant qui adresse à la commission de médiation le présent recours amiable doit être le demandeur figurant sur la demande de logement social préalablement déposée. Il ne peut y avoir qu'un requérant par foyer.
- **Attention** : les renseignements demandés et les pièces justificatives citées sont obligatoires sauf quand il est indiqué qu'ils sont facultatifs.

1. Identité du requérant

Civilité : Monsieur ☒ Madame ☐

Nom du requérant : [REDACTED]

Nom de jeune fille : [REDACTED]

Prénom(s) : [REDACTED]

Date de naissance : [REDACTED] 1970

► Joignez une copie d'une pièce justifiant de votre identité.

Exemples : carte nationale d'identité, passeport, livret de circulation, carte de séjour, carte de résident

Situation familiale : Célibataire ☐ Marié(e) ☒ Divorcé(e) ☐ Séparé(e) ☐
PACS ☐ Concubin(e) ☐ Veuf/Veuve ☐ (Ma femme vit à l'étranger
(Bangladesh))

► Joignez un justificatif de votre situation de famille si possible (livret de famille, jugement de divorce ou ordonnance de non conciliation, ...)

2. Numéro unique d'enregistrement de la demande de logement social

Indiquez le numéro unique d'enregistrement qui vous a été délivré suite au dépôt de votre demande de logement social (ce numéro figure sur l'attestation d'enregistrement de la demande ou de renouvellement) :

1 1 1 [REDACTED]

► Joignez une copie de l'attestation d'enregistrement de la demande ou de son renouvellement.

3. Nationalité du requérant

3.1 Êtes-vous de nationalité française ? Oui ☐ Non ☒

3.2 Si vous avez répondu non à la question 3.1, êtes-vous ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ou ressortissant de la Confédération suisse ? Oui ☐ Non ☒

3.3 Si vous avez répondu non aux questions 3.1 et 3.2 précisez la nature et le numéro de votre titre de séjour :

Carte de Séjour Pluriannuelle "Salarie"; N° étranger : [REDACTED]

► Joignez une copie de ce titre de séjour ou de ce certificat.

Si ce titre est une carte de résident, joignez également une déclaration sur l'honneur attestant que vous n'avez pas quitté le territoire français et résidé à l'étranger pendant une période de plus de trois ans consécutifs.

3.4 Êtes-vous reconnu réfugié et n'avez pas encore de titre de séjour ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, précisez la date de reconnaissance du statut de réfugié : [REDACTED]

► Joignez une copie du récépissé de demande de titre de séjour portant la mention « réfugié ».

4. Coordonnées

Adresse du local ou du logement dans lequel vous vivez :

Bâtiment Escalier Etage Appartement
Numéro Voie
Lieu-dit Complément d'adresse
Code postal 36000 Localité Chateauroux Pays France
Chez Monsieur ou Madame (indiquez ici le nom de la personne chez qui vous résidez)

Et si elle est différente, adresse à laquelle le courrier doit vous être adressé

Bâtiment Escalier Etage Appartement
Numéro Voie
Lieu-dit Complément d'adresse
Code postal 75018 Localité Paris Pays
Chez Monsieur ou Madame (indiquez ici le nom de la personne chez qui vous résidez)

Chez Un Toit pour toi

N° de téléphone où l'on peut vous joindre (facultatif)

Adresse électronique

Vous êtes logé(e) dans :

Un logement social ☐ Si oui, nom du bailleur

Un logement privé ☒ Autre ☐ Préciser

5. Démarches préalables au recours amiable devant la commission de médiation

5.1. Suites données à votre demande de logement social

Indiquez auprès de quel organisme ou service vous avez déposé une demande (organisme d'habitation à loyer modéré -HLM-, société d'économie mixte -SEM-, commune, préfecture,...)

Avez-vous déjà eu une ou des propositions de logement social ? Oui ☐ Non ☒

Si non, cochez les cases ci-dessous correspondant à votre situation :

Un refus de votre demande vous a été notifié par un bailleur social ☐

Sur quels motifs ce refus était-il fondé :

► Joignez une copie de la lettre ou des lettres de refus des bailleurs sociaux (facultatif).

Vous avez eu connaissance de l'ajournement de votre demande par la commission d'attribution d'un bailleur ☒

Vous n'avez reçu aucune réponse du bailleur ☒

Si oui, indiquez ici pour chaque proposition sa date et le nom de l'organisme qui vous l'a faite :

Avez-vous refusé une ou des propositions de logement social ? Oui ☐ Non ☒

Pour quelles raisons avez-vous refusé ces propositions ? (indiquez pourquoi (plusieurs motifs possibles) :

Localisation ☐ Taille du logement ☐ Montant du loyer et des charges ☐

Autre motif ☐ Préciser

► Joignez une copie de votre ou de vos lettres de refus (facultatif).

5.2. Autres démarches préalables

Indiquez quelles démarches vous avez effectuées pour régler votre problème de logement, en sus ou à défaut de la demande mentionnée au point 2. Exemple : copie d'un courrier adressé par vous à votre propriétaire et/ou à un service administratif pour signaler l'état dégradé de votre logement.

J'ai demandé l'appartement à l'agence immobilière et j'ai demandé à mon entourage personnel.

Je suis allé à la mairie plusieurs fois.

6. Personnes à loger

Nombre de personnes à loger en plus de vous-même : 00

Pour l'ensemble des personnes composant votre foyer et destinées à occuper le logement avec vous, remplissez le tableau ci-dessous et soulignez les noms des personnes qui sont à votre charge.

Nom	Prénom	Sexe	Date de naissance	Lien de parenté avec vous

Si le nombre de personnes à loger en plus de vous-même est supérieur à 9, joignez un tableau complémentaire.

► Joignez une copie d'une pièce d'identité pour chacune des personnes à loger, ainsi qu'une copie du livret de famille si vous en avez un

7. Ressources

Montant de vos ressources mensuelles actuelles et des ressources mensuelles actuelles des personnes composant votre foyer et destinées à occuper le logement avec vous : remplissez le tableau ci-dessous

Ressources mensuelles du mois de : Novembre 2024

Nature des ressources	Vous-même	Autre personne Nom Prénom	Autre personne Nom Prénom	Autre personne Nom Prénom
Salaire ou revenu d'activité	1 555,15 €			
Retraite				
Allocation chômage / Indemnités				
Pension alimentaire reçue				
Pension d'invalidité				
Allocations familiales				
Allocation d'adulte handicapé (AAH)				
Allocation d'éducation d'enfant handicapé (AEEH)				
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)				
Revenu de solidarité active (RSA)				
Allocation jeune enfant (PAJE)				
Allocation de Minimum Vieillesse				
Bourse étudiant				
Autres (hors AL ou APL)				
Pension alimentaire versée				
Absence de ressources				

Si le foyer comporte plus de 4 personnes qui perçoivent des ressources, joignez un tableau complémentaire.

Montant de vos ressources annuelles : indiquez ci-après le montant figurant sur le dernier avis d'impôt ou de non imposition que vous avez reçu :

Année du dernier avis d'impôt ou de non imposition

Année 2023, Fiscal reference: 16 780

Ressources mensuelles du mois de

Novembre 2024

► Joignez les pièces justificatives de vos ressources mensuelles et de celles des personnes du foyer (revenus des trois derniers mois) et, si vous l'avez, le dernier avis d'impôt ou de non-imposition reçu.

Si vous percevez des prestations de la caisse d'allocations familiales, indiquez votre numéro d'allocataire

► Joignez un justificatif fourni par la CAF ou la MSA avec le détail des prestations perçues (hors AL et APL)

Avez-vous déposé un dossier de surendettement à la Banque de France ?

Oui ☐

Non ☒

8. Informations relatives au lieu de travail ou d'activité

Précisez votre lieu de travail ou d'activité et celui des autres personnes composant votre foyer :

Nom Prénom de chaque personne vivant avec vous	Activité : salarié, demandeur d'emploi, en apprentissage, en formation, sans activité...	Type de contrat de travail (CDI, CDD, Intérim, Autres)	Nom de l'entreprise	Commune du ou des lieux de travail ou d'activité	Moyen de transport utilisé	Temps de transport
Vous-même	Salarié	CDI		Paris	transport commune	2H05

Si le foyer comporte plus de 9 personnes, joignez un tableau complémentaire.

9. Situations motivant le recours amiable

Cochez parmi les cases 9.1 à 9.8 celle qui correspond à votre situation.

Si vous êtes concerné par plus d'une situation, cochez les cases correspondantes.

9.1 Vous êtes dépourvu(e) de logement

☐

Habitez-vous dans un local qui ne peut pas être considéré comme un logement ?

Oui ☐

Non ☐

Précisez la nature de ce local : hôtel, camping, abri, garage, véhicule, squat, autre

► Joignez un document démontrant que vous êtes dépourvu de logement

Exemples : reçu du camping ou d'un hôtelier, attestation d'un travailleur social ou d'une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, attestation de domiciliation postale....

Si ce local est un hôtel, indiquez si vous payez un loyer :

Oui ☐

Non ☐

Si non, le loyer est-il payé par des services sociaux :

Oui ☐

Non ☐

Si oui : ► Joignez le cas échéant un justificatif de la prestation versée fourni par la CAF ou la MSA

9.2 Vous êtes hébergé(e) chez un particulier

☐

Les personnes qui vous hébergent sont-elles

Vos parents ☐

Vos enfants ☐

Un autre membre de votre famille ☐

Les personnes qui vous hébergent vivent-elles aussi dans le logement où elles vous hébergent ?

Oui ☐

Non ☐

Indiquez le nombre total de personnes habitant dans le logement

Indiquez la surface et le nombre de pièces de ce logement

Dans tous les cas, précisez ici le nom et l'adresse des personnes qui vous hébergent, et depuis quelle date elles vous hébergent :

► Joignez un document attestant de votre situation d'hébergement.

Exemples : attestation de la personne qui vous héberge, attestation d'un travailleur social ou d'une association...

9.3 Vous êtes menacé(e) d'expulsion sans relogement

☐

► Joignez une copie du jugement prononçant l'expulsion et du dernier document reçu postérieurement.

Exemple : commandement de quitter les lieux, courrier du Préfet vous notifiant que le recours à la force publique a été accordé pour exécuter la décision d'expulsion du juge

Si vous êtes expulsé pour dette de loyer ou de charges

Avez-vous demandé une aide du fonds de solidarité pour le logement (FSL) du département ?

Oui ☐

Non ☐

Avez-vous signé avec votre bailleur un engagement de résorption de votre dette (plan d'apurement) ?

Oui ☐

Non ☐

Si oui : ► Joignez une copie de ce document

9.4 Vous êtes hébergé(e) de façon continue dans une ou des structure(s) sociale(s) d'hébergement

☐

Nom de la structure dans laquelle vous êtes hébergé actuellement

Date d'entrée dans cette structure

► Joignez un justificatif d'accueil dans cette structure. Exemple : Attestation d'hébergement de la structure.

Si vous avez été hébergé dans d'autres structures d'hébergement auparavant, indiquez leur nom

Précisez la date d'entrée dans la première de ces structures

9.5 Vous êtes logé(e) temporairement dans un logement de transition (par exemple logement fourni par une association), un logement-foyer (résidence sociale, maison relais, pension de famille...) ou une résidence hôtelière à vocation sociale

☐

Nom et adresse de l'organisme qui vous procure ce logement

Date de votre entrée dans les lieux :

► Joignez un justificatif d'accueil dans le logement de transition, le logement-foyer ou la résidence hôtelière à vocation sociale
Exemples : Attestation de l'organisme qui met le logement à votre disposition, bail, convention d'occupation...

9.6 Vous êtes logé(e) dans des locaux impropres à l'habitation ou dans un logement qui est insalubre ou dangereux

☐

► Joignez un document montrant que les locaux que vous habitez sont impropres à l'habitation, insalubres ou dangereux.

Exemples : document établi par un professionnel du bâtiment, un service public, un travailleur social ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, jugement du tribunal, attestation de la commission de conciliation, de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de mutualité sociale agricole, le cas échéant, arrêté du préfet ou du maire.

Avez-vous entrepris une procédure contre le propriétaire ?

Oui ☐

Non ☐

NB : suite à votre recours amiable devant la commission de médiation, une visite de votre logement sera effectuée, sauf si votre situation est déjà suffisamment connue de l'administration

9.7 Vous êtes une personne handicapée ou vous avez à votre charge une personne handicapée ou un enfant mineur

☐

► Si vous êtes une personne handicapée ou avez à votre charge une personne handicapée, joignez un justificatif de votre handicap ou de celui d'une personne à charge.

Exemples : carte d'invalidité, décision d'une commission compétente (Commission départementale de l'Éducation spéciale, Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, Commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) ou d'un organisme de sécurité sociale

Précisez si vous avez besoin d'un logement adapté à ce handicap

Et votre logement est dans l'un des deux cas cités aux 9.7.1 (logement non décent) ou 9.7.2 (logement manifestement sur-occupé) ¹

9.7.1 Votre logement est non décent

☐

► Joignez un document montrant que votre logement est non décent.

Exemples : copie d'un document établi par un professionnel du bâtiment, un service public, un travailleur social ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, copie du jugement d'un tribunal statuant sur l'indécence du logement, attestation de la commission de conciliation, de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de mutualité sociale agricole...

NB : suite à votre recours amiable devant la commission de médiation, une visite de votre logement sera effectuée, sauf si votre situation est déjà suffisamment connue de l'administration.

OU

9.7.2 Votre logement est manifestement sur-occupé

☐

Précisez le nombre de personnes occupant le logement

Indiquez la surface totale du logement (en m² habitables)

► Joignez un justificatif de la surface habitable totale de votre logement.

Exemples : bail, attestation d'un professionnel, attestation d'un travailleur social ou d'une association.

9.8 Vous attendez un logement social depuis un délai supérieur au délai anormalement long fixé dans le département par arrêté préfectoral (voir annexe à la notice)

☒

10. Soutiens éventuels

10.1 Pour faire ce recours amiable, bénéficiez-vous de l'assistance :

10.1.1 d'un travailleur social ?

☐

Nom de la personne qui vous assiste

Nom de son organisme

Bâtiment

Escalier

Etage

Appartement

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pays

N° de téléphone

10.1.2 d'une association ?

☒

Nom de la personne qui vous assiste

Nom de l'association

Bâtiment

Escalier

Etage

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pantin

N° de téléphone

10.2 En dehors de la constitution du dossier pour ce recours amiable, êtes-vous en contact avec un travailleur social

☐

Nom de la personne

Nom de son organisme

Bâtiment

Escalier

Etage

Appartement

Numéro

Voie

Lieu-dit

Complément d'adresse

Code postal

Localité

Pays

N° de téléphone

¹ Attention, le handicap du demandeur, la présence au foyer d'une personne handicapée ou d'un enfant mineur ne suffit pas à constituer un motif de saisine de la commission de médiation ; il faut également cocher impérativement l'une des cases 9.7.1 ou 9.7.2.

11. Argumentaire libre

► Apportez, si vous le souhaitez, toutes précisions sur votre situation.

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous solliciter concernant ma demande urgente de logement social.

Je suis arrivé en France en 2013 et depuis, j'ai été contraint de changer plusieurs fois d'adresse, vivant dans différents endroits et chez différentes personnes. Actuellement, je réside à Châteauroux (36000), ce qui est très éloigné de mon lieu de travail dans le 17ème arrondissement de Paris. Cette situation complique considérablement mon quotidien, professionnel.

J'ai déposé une demande de logement social en 2021. Malgré le temps écoulé et mes relances, je n'ai reçu aucune proposition de logement à ce jour. De plus, ma demande de logement social est en attente depuis une période dépassant le délai anormalement long fixé par arrêté préfectoral dans mon département. Cette attente prolongée démontre la difficulté que j'éprouve à accéder à un logement par les voies ordinaires.

Ma situation familiale nécessite également une attention particulière. J'ai obtenu un avis favorable pour le regroupement familial de ma femme et de mes deux enfants. Ils attendent actuellement leur visa à l'ambassade de France au Bangladesh.

Sur le plan professionnel, je travaille depuis 4 ans pour le même employeur, ce qui démontre ma stabilité. Cette situation, associée à un salaire régulier, me permet de garantir le paiement d'un loyer. Ma situation financière actuelle est donc favorable à l'obtention d'un logement.

Compte tenu de ces éléments - l'instabilité de ma situation de logement actuelle, ma situation familiale, l'ancienneté de ma demande, ainsi que ma stabilité professionnelle et financière - je vous demande respectueusement de bien vouloir reconsidérer ma situation et de m'accorder la priorité l'attribution d'un logement social. Je reste à votre disposition pour tout complément d'information et vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ma demande.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

12. Engagement du requérant/attestation sur l'honneur

- Je certifie et atteste sur l'honneur la sincérité des informations données dans ce formulaire.
- Je reconnais être informé(e) que, pour l'instruction de mon dossier de recours, les informations qui sont nécessaires à l'appréciation de ma situation peuvent être demandées par le service instructeur de la commission de médiation aux professionnels de l'action sociale des collectivités territoriales et à la CAF ou à la MSA, et que le numéro d'allocataire mentionné rubrique 7 permet aux agents habilités du service instructeur de la commission de médiation de consulter les données de la caisse d'allocations familiales.
- J'atteste sur l'honneur que je n'adresse pas de recours à d'autres commissions de médiation.

Fait à : Paris

Le 24/12/2024

Signature du requérant (obligatoire)



Toute fausse déclaration est passible des peines mentionnées à l'article 441-6 du Code pénal. La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.

Contrat de Travail à Durée Indéterminée

Entre les soussignés

[REDACTED]
75017 PARIS
RCS PARIS 510 757 933 00013

D'une part, et

M. [REDACTED]

SS / 1 70 11 99 246 027 02

CHEZ UN TOIT POUR UN TOIT
[REDACTED] BAL 5353
[REDACTED]

D'autre part, il a été convenu et arrêté de ce qui suit

Article 1 – Objet et Lieu d'Exécution du Contrat

La société [REDACTED] engage [REDACTED] en qualité de
COUTURIER.

À ce titre, le salarié sera chargé de réparer et préparer les livraisons. Elle exercera ses fonctions à Paris

Article 2 – Durée du Contrat.

Le présent contrat prendra effet à compter du 19/06/2021 Il est conclu pour une période indéterminée.

Toutefois, il est prévu une période d'essai de **3 mois renouvelable**, pendant laquelle chacune des parties pourra mettre fin librement au contrat, ce sans préavis ni indemnité. La faute grave du salarié pourra également entraîner la rupture anticipée des relations contractuelles.

Article 3 – Durée et Horaire de Travail

Le salarié exercera une activité à temps-partiel. En conséquence, la durée hebdomadaire de travail sera de **35.00 heures**.

Article 4 – Rémunération.

En rémunération de ses attributions, la salariée M. [REDACTED]
percevra un salaire mensuel brut fixé à **1554.58. Euros smic en vigueur pour 151.67 h.**

Elle bénéficiera, en outre, des avantages financiers suivants remboursement carte orange.

Article 5 – Obligations du Salarié

5.1 Le salarié devra respecter les règles de sécurité en vigueur dans l'entreprise précisées dans le règlement intérieur

5.2 Pendant toute l'exécution du présent contrat, le salarié s'engage à n'exercer aucune activité, sous quelque forme que ce soit, concurrençant celle de son employeur.

Article 6– Déplacements et Frais Professionnels

6.1 Les frais professionnels que le salarié engagera lors de ces déplacements, notamment pour l'hébergement et la nourriture, seront pris en charge par l'entreprise dans les conditions suivantes :
remboursement frais pro

Article 7 – Obligations de Fin de Contrat

7.1 Obligations du salarié

Le salarié, auteur de la rupture anticipée du présent contrat, sera tenu de réparer le préjudice subi, le cas échéant, par l'employeur, par le versement de dommages et intérêts calculés selon les dispositions légales applicables en la matière.

7.2 Obligations de l'employeur

A la cessation du présent contrat, le salarié percevra une indemnité de fin de contrat égale à 6% du montant de sa rémunération totale brute. Toutefois, cette dernière ne sera pas due en cas de rupture anticipée des relations contractuelles à l'initiative du salarié, due à sa faute grave ou à un cas de force majeure.

CLAUSE PARTICULIERES

Ce contrat sera résilié d'office si le salarié ne justifie plus de sa possession d'un titre de séjour l'autorisant à travailler en France Métropolitaine.

Article 8 – AVANTAGES SOCIAUX

Le salarié bénéficiera des dispositions de la convention collective nationale **INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT** applicable à l'entreprise.

Par ailleurs, il sera admis, à compter de son engagement, au bénéfice du régime de retraite complémentaire par affiliation à la caisse **MALAKOFF MEDERIC**

Article 9 – Congés Payés

Le salarié bénéficiera des congés payés calculés selon les dispositions de la convention collective applicable.

Fait en deux exemplaires.

À Paris

Le **19/06/2021**

(Mention manuscrite des deux parties "lu et approuvé")

SALARIE

EMPLOYEUR

lu et approuvé

BULLETIN DE PAIE

Période du 01/11/2024 au 30/11/2024
Paiement, le 30/11/2024 par Virement

75017 PARIS
SIRET : APE

Code : 0002
N° Sécurité soc. :
Emploi : COUTURIER
Catégorie : I
Coefficient : 150
Indice :
Ancienneté : 06/2021

M
36000 CHATOUROUX

Convention collective : Habillement et articles textiles : commerce de détail (IDCC N°1483)

Libellé	Base	Taux	Montant	Charges patronales	
Salaire horaire	151.67	12.8570	1950.02		
Prime d'ancienneté			34.00		
Total Brut			1984.02		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1984.02			7.0000	-138.88
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1984.02	0.3350	-6.65	0.3350	-6.65
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1984.02			2.4700	-49.01
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1984.02	6.9000	-136.90	8.5500	-169.63
Sécurité Sociale déplafonnée	1984.02	0.4000	-7.94	2.0200	-40.08
Complémentaire Tranche 1	1984.02	4.0100	-79.56	6.0100	-119.24
FAMILLE	1984.02			3.4500	-68.45
ASSURANCE CHOMAGE	1984.02			4.3000	-85.31
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30.87
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1955.95	6.8000	-133.00		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1949.30	2.9000	-56.53		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	6.65	2.9000	-0.19		
EXONERATIONS, ECRETEMENTS ET ALLEGEMENTS DE COTISATIONS					477.03
Total des cotisations et contributions sociales			-420.77		-231.09
Montant Net social					1563.25
Net à payer avant impôt					1563.25
Impôt sur le revenu	Base	Taux	Montant	Cumul annuel	
Montant net imposable			1619.97	17680.91	
Montant net des heures compl/suppl exonérées			0.00	0.00	
Impôt sur le revenu prélevé à la source (taux d'imposition calculé selon barème)	1619.97	0.5000	-8.10	88.40	

Cumuls	Plafond SS	Brut	Brut abattu	Cotis. Sal.	Cotis. Pat.	Hres Trav.	Hres Pay.	Hres Supp.
Période	3864.00	1984.02	1984.02	420.77	231.09	151.670	151.670	0.000
Annuel	42504.00	21654.20	21654.20	4592.36	2666.59	1668.370	1668.370	0.000

Net à payer		1555.15			
Total versé par l'employeur		2215.11			
Congés	Acquis	Pris	Reste		
CP année N	15.00	0.00	15.00		
CP année N-1	33.00	26.00	7.00		
RTT	0.00	0.00	0.00		
Repos comp.	0.00	0.00	0.00		

BULLETIN DE PAIE

Période du 01/10/2024 au 31/10/2024
Paiement, le 31/10/2024 par Virement

75017 PARIS

SIRET : APE :

Code :

N° Sécurité soc. :

Emploi : COUTURIER

Catégorie : I

Coefficient : 150

Indice :

Ancienneté : 06/2021

M.

36000 CHATOUROUX

Convention collective : Habillement et articles textiles : commerce de détail (IDCC N°1483)

Libellé	Base	Taux	Montant	Charges patronales	
Salaire horaire	151.67	12.8570	1950.02		
Prime d'ancienneté			34.00		
Total Brut			1984.02		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1984.02			7.0000	-138.88
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1984.02	0.3350	-6.65	0.3350	-6.65
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1984.02			2.4700	-49.01
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1984.02	6.9000	-136.90	8.5500	-169.63
Sécurité Sociale déplafonnée	1984.02	0.4000	-7.94	2.0200	-40.08
Complémentaire Tranche 1	1984.02	4.0100	-79.56	6.0100	-119.24
FAMILLE	1984.02			3.4500	-68.45
ASSURANCE CHOMAGE	1984.02			4.3000	-85.31
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30.87
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1955.95	6.8000	-133.00		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1949.30	2.9000	-56.53		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	6.65	2.9000	-0.19		
EXONERATIONS, ECRETEMENTS ET ALLEGEMENTS DE COTISATIONS					449.50
Total des cotisations et contributions sociales			-420.77		-258.62
Montant Net social					1563.25
Net à payer avant impôt					1563.25
Impôt sur le revenu	Base	Taux	Montant	Cumul annuel	
Montant net imposable			1619.97		16060.94
Montant net des heures compl/suppl exonérées			0.00		0.00
Impôt sur le revenu prélevé à la source (taux d'imposition calculé selon barème)	1619.97	0.5000	-8.10		80.30

Cumuls	Plafond SS	Brut	Brut abattu	Cotis. Sal.	Cotis. Pat.	Hres Trav.	Hres Pay.	Hres Supp.
Période	3864.00	1984.02	1984.02	420.77	258.62	151.670	151.670	0.000
Annuel	38640.00	19670.18	19670.18	4171.59	2435.50	1516.700	1516.700	0.000

Net à payer		1555.15	
Total versé par l'employeur		2242.64	
Congés	Acquis	Pris	Reste
CP année N	12.50	0.00	12.50
CP année N-1	33.00	26.00	7.00
RTT	0.00	0.00	0.00
Repos comp.	0.00	0.00	0.00

BULLETIN DE PAIE

Paye du : 01/09/2024 au : 30/09/2024

Matricule
N° S.S.
Emploi COUTURIER
Qualification OUVRIER
Coefficient

Entrée le 06/2021

Heures payées 151,670 T : 151,670
Plafond période 3 864,00

Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé

NAF SIRET

Mr

36000 CHATOUROUX

C.C. : Habillement et articles textiles (commerce de détail) (3241)

LIBELLE	BASE	TAUX	A PAYER	Taux Pat.	Mt Pat.
Salaire de base	151,67	12,857	1 950,00		
Total brut			1 950,00		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1 950,00			7,000 %	-136,50
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1 950,00			0,825 %	-16,09
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1 950,00			2,470 %	-48,16
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1 950,00	6,900 %	-134,55	8,550 %	-166,73
Sécurité Sociale déplafonnée	1 950,00	0,400 %	-7,60	2,020 %	-39,39
Complémentaire Tranche 1	1 950,00	4,010 %	-78,20	6,010 %	-117,20
FAMILLE	1 950,00			3,450 %	-67,28
ASSURANCE CHOMAGE					
Chomage	1 950,00			4,300 %	-83,86
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30,35
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1 931,97	6,800 %	-131,37		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 931,97	2,900 %	-56,03		
EXONERATIONS DE COTISATIONS EMPLOYEUR					467,03
Net imposable			1 598,08		
Total des cotisations et contributions			-407,95		-238,53
MONTANT NET SOCIAL			1 542,05		

MONTANT NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU 1 542,05

IMPOT SUR LE REVENU	Base	Tx non pers.	Montant	Montant annuel
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 598,08	0,500	-7,99	-23,97
Régularisation sur le revenu				

MONTANT NET A PAYER (en Euros) 1 534,06

Paiement le 30/09/2024 par CHEQUE

TOTAL VERSE EMPLOYEUR 2 188,53

Cumuls	Brut	Plafond S.S.	Base T.A.	Charges Pat.	H. Payées	H. Sup/Comp Exo	Mt Sup/Comp Exo	NET IMPOSABLE		
Période	1 950,00	3 864,00	1 950,00	238,53	151,670			1 598,08		
Année	5 850,00	11 592,00	5 850,00	713,64	455,010			4 794,24		
CONGES	Dûs	Acquis	Pris	Restant	Bases	REPOS	Dûs	Acquis	Pris/Payés	Restant
C.P. N-1	30,000		27,000	3,000	169,61	R.T.T.	0,000			
C.P. N		25,000		25,000	19 050,00	R.C.				

Vos références

Numéro fiscal (C) :

Référence de l'avis :

Adresse d'imposition au 01/01/2024 :

36000 CHATEAUX

Numéro FIP :

Numéro de rôle :

Date d'établissement :

Date de mise en recouvrement :

Identifiant service :

2961-022936-0079-0

36000 CHATEAUX


Somme qui vous est remboursée

146,00 €


Vous n'avez plus rien à payer au titre des revenus de 2023.

Vous serez remboursé par virement le 24/07/2024
sur le compte bancaire suivant :

Vos contacts

 Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr

 Par téléphone
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

 Sur place
auprès de votre centre des finances publiques
horaires sur impots.gouv.fr, rubrique Contact et RDV

SIP NORD-INDRE
SAID NORD-INDRE
4B RUE 14E REGT TIR ALGERIENS
BOITE POSTALE 597
36019 CHATEAUX CEDEX

* (service gratuit + coût de l'appel)

Revenu fiscal de référence :

16 780

Nombre de parts :

1,00

Plus de détails dans la (les) page(s) suivante(s).

Cet avis fait suite à la déclaration, en 2024, de vos revenus 2023. Le montant porté sur cet avis prend en compte les prélèvements et retenues à la source qui ont pu être réalisés en 2023.

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options...), rendez-vous sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr.

situation du foyer	cas particulier	enfants majeurs célibataires	enfants mariés	personnes recueillies handicapées
--------------------	-----------------	---------------------------------	----------------	--------------------------------------

C

RÉSIDENTE EXCLUSIVE		RÉSIDENTE ALTERNÉE		NOMBRE DE PARTS
enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	enfants mineurs ou handicapés	dont enfants handicapés	

1,00

Détail des revenus	Déclar. 1			Total
Salaires.....	18 644			
Déduction 10% ou frais réels.....	- 1 864			
Salaires, pensions, rentes nets.....	16 780			16 780
Revenu brut global.....				16 780
Revenu imposable				16 780
Impôt sur les revenus soumis au barème (14)				603
Décote				- 600
Montant net de votre imposition				3
IMPOT NET				
Total de l'impôt sur le revenu net				3

CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2023 :

IMPOT SUR LE REVENU

Impôt sur le revenu 2023 dû (53):	*	0
Retenue à la source prélevée en 2023 par vos verseurs de revenus :	-	146
Solde d'impôt sur les revenus 2023 :.....	-	146

COMPTE TENU DES ELEMENTS QUE VOUS AVEZ DECLARES, LE MONTANT QUI VOUS SERA REMBOURSE (voir notice) EST DE		146
---	--	-----

CE REMBOURSEMENT EST AUTOMATIQUE, VOUS N'AVEZ AUCUNE DEMARCHE A FAIRE.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Revenu fiscal de référence (25)	16 780
---------------------------------------	--------

PLAFOND EPARGNE RETRAITE
Le plafond disponible pour la déduction des cotisations versées en 2024, pour la déclaration des revenus à souscrire en 2025 est de :

Plafond total de 2022	Déclar. 1 16 394
-----------------------------	---------------------

A SUITE DE CET AVIS EST CI-JOINTE

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques jusqu'au 31 décembre 2026 (dans les conditions prévues aux articles R* 190-1 et R* 196-1 du livre des procédures fiscales).

Retrouvez dans la notice des précisions sur le traitement algorithmique ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail.

>>> Suite de votre avis

Plafond non utilisé pour les revenus de 2021		4 114
Plafond non utilisé pour les revenus de 2022	+	4 114
Plafond non utilisé pour les revenus de 2023	+	4 114
Plafond calculé sur les revenus de 2023	+	4 399
Plafond pour les cotisations versées en 2024	=	16 741

PRELEVEMENT A LA SOURCE 2024

Taux personnalisé qui sera utilisé par votre organisme collecteur (employeur, caisse de retraite...) pour le prélèvement à la source sur votre revenu net imposable

Taux pour le foyer * 0,00%

AUTRES INFORMATIONS

Taux marginal d'imposition..... 11,00%

Le taux marginal correspond au taux de la tranche la plus élevée du barème de l'impôt sur le revenu auquel sont taxés pour l'année 2023 les revenus déclarés de votre foyer fiscal.



Vos prestations Caf Attestation montant net social

N° DOSSIER :

NOUS CONTACTER :
Nous téléphoner :

Nous écrire :
Caf de l'Indre
102 Avenue DE LA CHATRE
CHATEAUX

Tous nos contacts sur caf.fr

36000 CHATEAUX

Le 24/12/2024

Le directeur de la Caf de l'Indre certifie que :

[REDACTED] née le [REDACTED] 02/1981
[REDACTED], né le [REDACTED] 11/1970

n'ont perçu aucune prestation avec un montant net social pour le mois de novembre 2024.

■ Attestation délivrée compte tenu des informations connues à ce jour par la Caf de l'Indre.

■ Le montant net social est communiqué pour votre bonne information.

Le montant net social est effectif à partir de janvier 2024. Il pourra vous être demandé par des organismes partenaires pour faire valoir vos droits.

Attention : vous avez l'obligation de nous signaler immédiatement tout changement de situation (familial, professionnel, logement ...).

La Caf vérifie l'exactitude des déclarations (article L.114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités - articles 313-1 à 313-3, 441-1 et 441-6 du code Pénal).

La loi 78-17 « Informatique et liberté » du 06 janvier 1978 modifiée vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès du directeur de votre Caf.

Emplacement réservé à la Caf

WAT ATTMNS F 241220241037 460006 AL
A MAT 1139244 A -
PAGE 1/2 IDX B 1041101 V 361 -



11392441041100000000

[REDACTED]

mercredi 20 novembre 2024

[REDACTED]

Bordeaux

CHATEAURoux

FRANCE

Reference du bien : [REDACTED]

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la quittance demandée qui ne libère que pour la(es) période(s) indiquée(s). Elle est délivrée sous toutes réserves de droit et sous réserve de l'encaissement des chèques ou effets.

Elle annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versé sur le(s) présent(s) terme(s), même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre. Le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement des termes antérieurs.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considérée comme un titre de location.

Choisir le prélèvement automatique c'est se simplifier la vie!

Date	Libellé	montant
/11/2024	Loyer non soumis à TVA du 28/11/2024 au 30/11/2024	47,72€
/11/2024	Loyer non soumis à TVA du 01/11/2024 au 27/11/2024	419,15€
Total quittance		466,87€

Devant un grand nombre de chèques impayés, nous vous informons que nous n'acceptons plus de règlement par chèque depuis le 01 avril 2022.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service comptable



Numéro de contrat :

[REDACTED]

Lieu de consommation :

36000 CHATEAUROUX

Point de Comptage et d'Estimation gaz :

NA

Point de livraison électricité :

[REDACTED]

Energie concernée :

Electricité

[REDACTED]
36000 - CHATEAUROUX



2D-DOC

Grâce au code sécurisé 2D-DOC, les administrations et sociétés agréées peuvent vérifier votre identité ! Il garantit la prise en compte de votre justificatif ENGIE par les administrations.

Attestation de titulaire de contrat

Madame, Monsieur,

Par la présente, ENGIE atteste qu'en date du 24-12-2024 et depuis le 31-05-2024 ,

[REDACTED]
sont actuellement titulaires d'un contrat auprès d'ENGIE pour le logement situé au :

[REDACTED]
36000 - CHATEAUROUX

Le présent document peut valoir justificatif de domicile et est établi sur la base des déclarations du titulaire de contrat lors de sa souscription.

Merci de votre confiance,
Votre conseiller ENGIE.



Pour toutes questions, contacter le service client.

www.particuliers.engie.fr

Pour moins de papier et plus de facilité, utilisez le 2D-Doc directement depuis l'application Engie.





Un toit pour toi



n° 16030*01

Attestation d'élection de domicile

Décret n° 2016-641 du 19 mai 2016 relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable

Renseignements sur le demandeur

M. [REDACTED]

Né le [REDACTED] 1970 à Sylhet (BGD)

A élu domicile auprès de l'organisme suivant :

Nom de l'organisme : Association "Un toit pour toi"

Responsable de l'organisme : [REDACTED]

Organisme agréé par la Préfecture de la Région Île de France

Numéro d'agrément : 75-2021-12-16-00013

Adresse postale : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Son adresse postale est la suivante :

[REDACTED]

[REDACTED] gon



5353

Durée de l'attestation

L'élection de domicile est accordée pour une **durée d'un an**.

Validité de l'attestation : du 14/12/2024 au 14/12/2025

Il est recommandé de demander le renouvellement de l'élection de domicile au moins deux mois avant sa date d'échéance.

Date de première domiciliation au sein de l'organisme : 15/02/2021

Cachet de l'organisme

Un toit pour toi
Association loi 1901

www.untoitpourtoi.org

Fait à Paris, le 14/12/2024

Signature du responsable

[REDACTED]

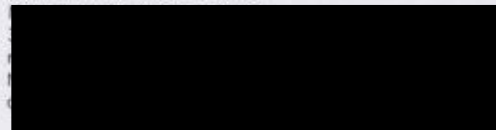
[REDACTED]

CONTRAT DE LOCATION OU DE COLOCATION DE LOGEMENT NU

Soumis au titre Ier de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986

LE PRÉSENT CONTRAT EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNÉS

I - DÉSIGNATION DES PARTIES

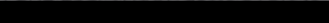


Représenté par :

HUMAN IMMOBILIER, SAS au capital de 1.500.000 € - 28 avenue Thiers 33100 Bordeaux - SIREN : 414 854 216 RCS BORDEAUX - CODE APE : 6831Z - SIRET 414 854 216 00010 - TVA intracommunautaire : FR 86414854216, Carte Professionnelle Transaction sur Immeubles et Fonds de Commerce et Gestion N° CPI 33012018000026585 délivrée par la CCI BORDEAUX - Compte spécial Art. 55 Décret 20/07/72 n° 06399 838544 CMSO Bordeaux Intendance - Garantie financière n°10605892504 : 12.000.000€ (transaction) et 6.000.000€ (gestion) et RCP n°10574724504 AXA France IARD Mutuelle 313 Terrasses de l'Arche 97727 NANTERRE CEDEX
Représentée par son Président.

Ci-après dénommé(s) **LE BAILLEUR** d'une part,

Et :

né(e) le /1970 à Dacca
demeurant 

Ci-après dénommé(s) **LE(S) LOCATAIRE(S)** d'autre part,

IL A ETE ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT, le bailleur louant les locaux et équipements ci-après, désignés, au locataire qui les accepte aux conditions suivantes.



II - OBJET DU CONTRAT

A - CONSISTANCE DU LOGEMENT

Localisation :

36000 CHATEAURoux

Désignation du logement :

- Appartement
- Nu
- 53 m² habitables
- 2 chambres
- 1 salle de bains

Type d'habitat : Immeuble individuel

Régime juridique de l'immeuble : Monopropriété

Période de construction : Avant 1949

Surface habitable : 53 m²

Nombre de pièces principales : 3

Éléments d'équipement du logement : Cuisine Simple

Modalités de production de chauffage (1) : Individuel - Électrique

Modalités de production de l'eau chaude sanitaire (2) : Individuelle - Cumulus

La consommation énergétique du logement, déterminée selon la méthode du diagnostic de performance énergétique mentionné à l'article L. 126-26 du code de la construction et de l'habitation, ne doit pas excéder, à compter du 1er janvier 2028, le seuil fixé au I de l'article L. 173-2 du même code (2 bis)

B - DESTINATION DES LOCAUX

Usage exclusif d'habitation principale

C - DÉSIGNATION DES LOCAUX ET ÉQUIPEMENTS ACCESSOIRES DE L'IMMEUBLE A USAGE PRIVATIF

Assainissement Collectif

Il est précisé que le locataire ne pourra pas exiger du propriétaire la réparation ou le remplacement des éléments électroménagers éventuellement laissés à titre gratuit dans le logement.

III - DATE DE PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

La durée du contrat et sa date de prise d'effet sont ainsi définies :

A - DATE DE PRISE D'EFFET DU CONTRAT

1/2022

B - DURÉE DU CONTRAT

3 ans

Motif de la durée dérogatoire : Bail d'habitation

En l'absence de congé délivré par le bailleur, le contrat est, à son terme, reconduit tacitement pour trois ans et dans les mêmes conditions. Le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur, quant à lui, peut mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé, soit pour reprendre le logement en vue de l'occuper lui-même ou une personne de sa famille, soit pour le vendre, soit pour un motif sérieux et légitime

IV - CONDITIONS FINANCIÈRES

Les parties conviennent des conditions financières suivantes :

A - LOYER

1 - Fixation du loyer initial

Montant du loyer mensuel (4) : 450,00 €

2 - Modalité de révision

Date de révision : 28/11

Date ou trimestre de référence de l'IRL : 3ème trimestre 2022 (136,27)

B - CHARGES RÉCUPÉRABLES

Modalité de règlement des charges récupérables :

Type de charges : Paiement périodique des charges sans provision

C - MODALITÉS DE PAIEMENT

Périodicité du paiement : Mensuelle

Paiement : A voir

Date de période de paiement : Au plus tard le 05 du mois

Le cas échéant, lieu de paiement : Human Immobilier - 97D Boulevard du Président Wilson, 33200 Bordeaux.

V - GARANTIES

Montant du dépôt de garantie de l'exécution des obligations du locataire : 450,00 €

Ce dépôt de garantie a été versé par le locataire au mandataire.

En cas de dissolution du présent bail, il est rappelé que le dépôt de garantie ne sera restitué, dans les conditions prévues par l'article 22 de la loi du 6 juillet 1989, qu'en fin de bail et après restitution totale des lieux loués.

VI - CLAUSE DE SOLIDARITÉ

Il est expressément stipulé que les copreneurs et toutes personnes pouvant se prévaloir des dispositions de l'article 14 de la loi du 6 juillet 1989 seront tenus solidairement et indivisiblement de l'exécution des obligations du présent contrat.

Les copreneurs soussignés, désignés le **LOCATAIRE**s, reconnaissent expressément qu'ils se sont engagés solidairement et que le bailleur n'a accepté de consentir le présent bail qu'en considération de cette co-solidarité solidaire et n'aurait pas consenti la présente location à l'un seulement d'entre eux.

Si un copreneur démissionne ou quitte les lieux, il restera en tout état de cause tenu du paiement des loyers et accessoires et, plus généralement, de toutes les obligations du bail en cours au moment de la délivrance du congé, et de ses suites et notamment des indemnités d'occupation et de toutes sommes dues au titre des travaux de remise en état, au même titre que le(s) copreneur(s) demeuré(s) dans les lieux.

Copreneurs non liés par un mariage ou par un pacte civil de solidarité au jour de la conclusion du bail initial :

En cas de congé de l'un des copreneurs, la solidarité conventionnelle du locataire sortant résultant de la présente clause s'étendra au profit de la prise d'effet de son congé si un nouveau copreneur figure au bail. Elle s'étendra six mois après la date de prise d'effet de son congé dans le cas contraire.

Copreneurs liés par un mariage ou par un pacte civil de solidarité au jour de la conclusion du bail initial :

En cas de congé de l'un des copreneurs, la solidarité conventionnelle du locataire sortant résultant de la présente clause s'étendra au terme du bail au cours duquel il a donné congé, sans préjudice de la solidarité légale applicable en vertu de l'article 1751 du Code civil.

La présente clause est une condition substantielle sans laquelle le présent bail n'aurait pas été consenti.

VII - CLAUSE RÉSOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'à défaut, savoir :

1. Du paiement du dépôt de garantie, du paiement intégral à son échéance exacte d'un seul terme de loyer et de ses accessoires,
2. De la souscription par le **LOCATAIRE** de l'assurance contre les risques locatifs.

Le présent contrat de location sera résilié immédiatement et de plein droit, si bon semble au **BAILLEUR**, DEUX MOIS (voir ses 1) (voir ses 2) après un commandement de payer, une sommation ou une signification selon le cas UN MOIS, demeuré sans effet, et ce conformément à la loi et sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

Toute offre de paiement ou d'exécution intervenant après l'expiration du délai ci-dessus ne pourra faire obstacle à la résolution du contrat de location acquiescé au **BAILLEUR**.

Il sera également résilié immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette décision en justice, si bon semble au bailleur, en cas de non-respect par le **LOCATAIRE** de l'obligation d'user paisiblement les locaux loués résultant de troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée.

Le coût du commandement, sommation ou signification ci-dessus, y compris le droit proportionnel, les frais de commissaire de justice et d'avocats seront à la charge du **LOCATAIRE** qui devra les rembourser dans les huit jours de la demande qui lui sera faite.

En outre, il est précisé que le **LOCATAIRE** sera tenu de toutes les obligations découlant du présent bail jusqu'à la libération effective des lieux sans préjudice des dispositions de l'article 1750 du Code et ce, notwithstanding l'expiration.

VIII - HONORAIRES DE LOCATION

A - DISPOSITIONS APPLICABLES

Il est ici rappelé les dispositions du 1 de l'article 6 de la loi du 06 juillet 1989 : « La rémunération des personnes mandatées pour se livrer ou prêter leur concours à l'estimation ou la négociation d'une mise en location d'un logement, tel que défini aux articles 2 et 20-5, est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des honoraires liés aux prestations mentionnées aux deuxième et troisième alinéas du présent 1.

Les honoraires des personnes mandatées pour effectuer la visite du preneur, constituer son dossier et rédiger un bail sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé au preneur pour ces prestations ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année dans des conditions définies par Décret. Ces honoraires sont dus à la signature du bail.

Les honoraires des personnes mandatées pour réaliser un état des lieux sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé pour cette prestation ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans les conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation. »

Plafonds applicables :

1. montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière de prestation de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail : 12 € TTC/m² de surface habitable en zone très tendues, 10 € TTC/m² de surface habitable en zone tendues et 8 € TTC/m² de surface habitable en zone non tendues.
2. montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière d'établissement de l'état des lieux d'entrée : 3 € TTC/m² de surface habitable.

E - DÉTAIL ET RÉPARTITION DES HONORAIRES

Honoraires TTC à la charge du LOCATAIRE (dont 20% de TVA) :

Honoraires de visite, de constitution du dossier du locataire et de rédaction du bail	127,00 €
Honoraires de réalisation des états des lieux (à cet échelon) :	150,00 €
Total à la charge du locataire :	277,00 €

(sans application du décalage des honoraires)

Honoraires TTC à la charge du BAILLEUR (dont 20% de TVA) :

Honoraires d'entretien et de négociation : 100 M, soit	54,00 €
Honoraires de visite, de constitution du dossier du locataire et de rédaction du bail (120 M, soit) :	120,00 €
Honoraires de réalisation des états des lieux (à cet échelon) : 200 M, soit :	108,00 €
Total à la charge du bailleur : 3,00 M, soit	282,00 €

IX - AUTRES CONDITIONS PARTICULIÈRES

A - DESTINATION DES LOCAUX LOUÉS - OCCUPATION

LE LOCATAIRE s'entend expressément :

1. D'utiliser les locaux loués autrement qu'à usage fixe aux conditions particulières à l'exclusion de tout autre.
2. D'exercer dans les locaux loués aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale, ni aucune profession libérale autre que celle éventuellement prévue aux conditions particulières. En cas d'usage mixte professionnel et habitation, le LOCATAIRE fera son affaire personnelle de toute prescription relative à l'exercice de sa profession, en sorte que le BAILLEUR ne puisse en aucun cas être recherché ni inquiété à ce sujet - par l'administration - les occupants de l'immeuble - ou les voisins.
3. De céder en tout ou partie, à titre onéreux ou gratuit, les droits qui résultent des présentes, ou de sous-louer, échanger ou mettre à disposition les locaux objet des présentes, en tout ou partie, en meuble ou non, le tout sans l'accord écrit du BAILLEUR y compris sur le prix du loyer et sans cet éventuel accord puisse faire acquiescer au sous-locataire aucun droit à l'exception du BAILLEUR ni aucun titre d'occupation, les dispositions de la loi du 6 juillet 1989 n'étant pas applicables au contrat de sous-location.

Le locataire s'oblige à occuper personnellement les lieux loués.

B - OBLIGATIONS DES PARTIES

La présente location est consentie et acceptée sous les clauses et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes que le LOCATAIRE s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

1. Le LOCATAIRE devra entretenir les lieux loués et les équipements mentionnés, effectuer les menues réparations ainsi que les réparations locatives définies par décret. Il devra les rendre en bon état. Le Bailleur ou son mandataire se réserve la faculté d'effectuer une visite annuelle des lieux loués afin de vérifier la bonne exécution de ces obligations.
2. Le LOCATAIRE devra entretenir en bon état les canalisations intérieures et les robinets d'eau et de gaz, de même que les canalisations et le petit appareillage électrique, en ce compris des coffrets de distributions. En vue d'assurer le bon entretien des canalisations intérieures d'eau, des robinets et des appareils, des robinets d'urgence, y compris les réservoirs de chasse d'eau, l'entretien qui incombe en totalité au LOCATAIRE sera que cette énumération soit limitative, ainsi que pour éviter une consommation d'eau exagérée pour l'ensemble des locaux, le LOCATAIRE s'engage à payer, le cas échéant, sa quote-part dans les frais inhérents au contrat d'entretien qui pourrait être conclu à cet effet par le BAILLEUR avec une entreprise spécialisée. Le LOCATAIRE devra également faire nettoyer à ses frais, périodiquement et au moins une fois l'an, tous les appareils et installations diverses (chauffage, chauffage central, etc.) pouvant exister dans les locaux loués, et fournir au BAILLEUR les justifications d'entretien. Si cet entretien ou le nettoyage n'a pas été assuré ou si le LOCATAIRE ne justifie pas qu'il y a été procédé, le BAILLEUR pourra y faire procéder lui-même aux frais du LOCATAIRE. Le LOCATAIRE devra souscrire un contrat d'entretien auprès d'un établissement spécialisé de son choix pour assurer le bon fonctionnement et l'entretien du ou des générateurs de chauffage et de production d'eau chaude lorsque'il s'agit d'installations individuelles. L'entretien incombant au LOCATAIRE. Il lui appartiendra de produire les justifications de celui-ci, sans que l'absence de demande de justification d'entretien puisse entraîner une quelconque responsabilité du BAILLEUR.
3. Le LOCATAIRE devra, pendant tout le cours de la location, tenir les lieux constamment garnis de gros meubles meublants en quantité, qualité et valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers et de l'exécution des présentes.
4. Le LOCATAIRE ne pourra faire aucun changement, aucun percement de mur, ni aucune démolition, sans que le consentement écrit du BAILLEUR ou de son mandataire et, dans ce dernier cas, les travaux doivent être exécutés par les entrepreneurs et sous la direction de l'architecte du BAILLEUR, le coût des travaux autorisés et les honoraires d'architecte restent à la charge du LOCATAIRE. Il ne pourra faire subsister aucun chantier, aucune œuvre quelconque à l'intérieur des locaux loués. Tous les embellissements ou améliorations faits par le LOCATAIRE, notamment verrous, sonnerie, canalisations et installations d'eau, de gaz, d'électricité, armoires et planches fixées aux murs, glaces, tableaux fixés aux murs et aux portes, installations sanitaires, de chauffage ou de chauffe-eau, resteront acquis au BAILLEUR sans indemnité et devront être remis en bon état d'entretien en fin de jouissance, sans préjudice du droit réservé au BAILLEUR d'exiger la remise en état primitif, pour tout ou partie, aux frais du LOCATAIRE. Le BAILLEUR a la faculté d'exiger aux frais du LOCATAIRE la remise immédiate des lieux en l'état lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local et de l'immeuble en général.
5. Le LOCATAIRE devra permettre l'accès aux locaux loués pour la présentation et l'exécution de travaux d'amélioration des parties communes ou des parties privatives du même immeuble, de travaux nécessaires au maintien en état, à l'entretien normal des locaux loués, des travaux d'améliorations de la performance énergétique à réaliser dans ces locaux et des travaux relatifs à la mise en conformité avec les critères de la décence, dans les conditions fixées à l'article 7 E de la loi du 06 juillet 1989.
6. Le LOCATAIRE est tenu :
 - d'assurer son mobilier contre les risques d'incendie, de vol, d'eau et d'explosion.
 - d'assurer les risques dont il doit répondre en sa qualité de LOCATAIRE au titre des locaux loués, dépendances incluses, envers le BAILLEUR et généralement les tiers, auprès d'une compagnie d'assurance solidairement solvable, avec mention de priorité pour le BAILLEUR sur les sommes assurées. Il devra justifier de cette assurance au BAILLEUR lors de la remise des clés, maintenir cette assurance pendant toute la durée du bail, en payer régulièrement les primes et EN JUSTIFIER au BAILLEUR chaque année. La présente clause constitue une demande expresse du BAILLEUR qui n'aura pas à la renouveler chaque année, le LOCATAIRE devant fournir lui-même ses quittances sous sa responsabilité.

A défaut, le présent bail sera de plein droit réglé, un mois après un commandement délivré par commissaire de justice et demeure instructive et bon sensible au bailleur, à moins que le locataire ne préfère se substituer à l'obligation du locataire et souscrire pour son compte une assurance locative auprès d'une compagnie de son choix dans la mesure où le locataire ne justifie pas s'être assuré, un mois après une mise en demeure formelle de la faculté de substitution. Le locataire sera alors tenu de réparer au bailleur le montant de la prime d'assurance acquittée par ses soins par doublement en sus du loyer couru. Il recevra une copie du contrat d'assurance souscrit.

Le LOCATAIRE répondra des dégradations ou des pertes survenant pendant la durée du contrat dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute du BAILLEUR ou par le

fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement, il s'oblige formellement à aviser sans délai le BAILLEUR de toute dégradation ou de tout sinistre, même en l'absence de dégâts apparents survenant dans les locaux loués et qui nécessiteraient une déclaration d'assurance, une action contre des tiers, ou des réparations incombant au BAILLEUR.

Il s'engage à informer immédiatement le BAILLEUR de toutes fuites sur canalisations apparentes ou non, en surveillant régulièrement les consommations d'eau. En cas de manquement à cet engagement, le LOCATAIRE sera responsable des conséquences de sa carence. Il sera, en outre, responsable envers le BAILLEUR de toute aggravation de ce dommage survenue après cette date.

7. Le LOCATAIRE devra faire ramener les cheminées et gaines de fumée des lieux loués aussi souvent qu'il en sera besoin, conformément à la législation en vigueur et au moins une fois par an et en fin de location. Il devra justifier du ramonage et du paiement du coût de cet entretien à sa charge par la production des factures acquittées.
Le LOCATAIRE ne pourra faire usage, dans les locaux loués, d'aucun appareil de chauffage à combustion lente ou continue, en particulier d'aucun appareil utilisant le bois ou le chauffage au gaz sans avoir obtenu préalablement l'accord et l'autorisation écrite du BAILLEUR, et dans le cas où cette autorisation serait donnée, le LOCATAIRE devra prendre à sa charge les frais consécutifs aux aménagements préalables à réaliser s'il y a lieu (modification ou adaptation des conduits ou des cheminées d'évacuation, etc.).
Il reconnaît avoir été avisé de ce que la violation de cette interdiction le rendrait responsable des dommages qui pourraient être causés. En conséquence, il ne pourra réclamer aucune indemnité au BAILLEUR en cas d'accident résultant pour quiconque de l'usage de ces appareils, et en cas d'accidents causés à des tiers et autres occupants ou occupants, du fait de cet usage. Il sera en outre tenu d'indemniser le BAILLEUR pour les dégradations qui pourraient être causées de ce fait, à l'immuable.
8. Le LOCATAIRE devra jouir des lieux en bon père de famille, ne commettre aucun abus de jouissance susceptible de nuire soit à la solidité ou à la bonne tenue de l'immuable, soit d'engager la responsabilité du BAILLEUR envers les autres occupants de l'immuable, ou envers le voisinage. En particulier, il ne pourra rien déposer sur les appuis des fenêtres, balcons et ouvertures quelconques sur rue ou sur cour, qui puisse présenter un danger pour les autres occupants de l'immuable ou causer une gêne à ces occupants ou voisinage, ou nuire à l'aspect du dit immeuble. Il ne pourra notamment y attacher aucune linges, tapis, chiffons, y déposer aucun objet ménager, ustensile, outillage quelconque. Il devra éviter tout bruit de nature à gêner les autres habitants de l'immuable, notamment régler tout appareil de radio, télévision et tout appareil de reproduction de sons de telle manière que le voisinage n'en soit pas gêné.
Le LOCATAIRE devra conserver dans les lieux loués aucun animal bruyant, malséant, ou susceptible de causer des dégradations ou une gêne aux autres occupants de l'immuable. Il devra faire disparaître, s'il y a lieu, à ses frais, tous parasites, rongeurs et insectes.
Le LOCATAIRE ne pourra déposer dans les cours, entrées, escaliers, ni sur les paliers et d'une manière générale dans aucune des parties communes autres que celles réservées à cet effet, aucun objet quel qu'il soit, notamment bicyclettes, cycles à moteur et autres véhicules, voitures d'enfants et poussettes.
9. S'il existe un jardin privatif, il l'entretiendra en parfait état ; la modification des plantations ne pourra se faire qu'avec l'accord écrit du BAILLEUR. Il entretiendra en parfait état de propreté les parties non privatives devant l'entrée des lieux loués.
10. La vérification des parquets ou les revêtements de sols devront être convenablement entretenus. Le LOCATAIRE devra veiller à ce que les sols ne soient pas abîmés par l'usage de talons de chaussures à aiguilles ou autrement. Au cas où la surface du parquet ou des revêtements de sols, leur manque d'entretien ou leur dégradation entraînerait la nécessité d'une remise en état en fin de jouissance, leur coût restera à la charge du LOCATAIRE.
11. Le LOCATAIRE devra satisfaire à ses frais à toutes les charges et conditions d'hygiène, de ville, de police ainsi qu'au règlement de salubrité et d'hygiène, et acquiescer à leur exécution toutes ses contributions personnelles, taxes d'habitation, d'enlèvement des ordures ménagères et autres, ainsi que toutes taxes assimilées, de telle façon que le LOCATAIRE devra de vider les lieux, justifié au BAILLEUR qu'il a acquitté toutes impositions et taxes dont il serait redevable, notamment sa consommation d'eau.
12. Le LOCATAIRE devra prendre toutes précautions nécessaires pour protéger du gel les canalisations d'eau, ainsi que les compteurs, et sera dans tous les cas tenu responsable des dégâts qui pourraient survenir du fait de sa négligence. Dans tous les cas, le BAILLEUR ne sera pas responsable des dégâts causés par les eaux et résultant de cas de force majeure, notamment par suite de gel, neige, orages, inondations, infirmités, etc.. Le LOCATAIRE en fera son affaire personnelle.
13. Le LOCATAIRE ne pourra exercer aucun recours contre le BAILLEUR en cas de vol dans les lieux loués ou dans les parties communes. Le BAILLEUR ne s'engageant aucunement à assurer ou faire assurer la surveillance de l'immuable ou des locaux loués.
14. Au cas où le BAILLEUR déciderait l'installation de boîtes aux lettres avec plaques indicatives, le LOCATAIRE devra faire installer la sienne à ses frais, à l'endroit indiqué et conformément aux normes qui lui seront fixées. Le LOCATAIRE ne pourra apposer aucune plaque ni écriteau, sans autorisation écrite du BAILLEUR.
15. En cas d'installation d'une antenne collective de télévision dans l'immuable ou s'il en existe déjà une, le LOCATAIRE devra se brancher obligatoirement sur elle, s'acquittant l'usage de toute antenne individuelle, et ce moyennant le paiement d'une quote-part des frais d'installation de ladite antenne, et d'une prestation annuelle pour frais d'entretien, remplacement ou autre.
16. Le BAILLEUR pourra remplacer le gardien éventuel chargé de l'entretien par une entreprise ou un homme de ménage effectuant les mêmes prestations d'entretien. Le LOCATAIRE ne pourra rendre le BAILLEUR ou son mandataire responsable des faits de ce gardien, ou employé d'immuable qui, pour toute mission à eux confiée par le LOCATAIRE sera considéré comme son mandataire exclusif et spécial.
17. En cas de mise en vente ou relocation, le LOCATAIRE devra laisser visiter les lieux loués deux heures pendant les jours ouvrables, qui seront convenablement arrêtés avec le BAILLEUR. A défaut d'accord les heures de visite sont fixées entre 17 heures et 19 heures, il en sera de même en cas de cessation de location, et ce pendant les trois mois qui précéderont celle-ci.
18. Le LOCATAIRE et sa famille devront se conformer au règlement intérieur de l'immuable et au règlement de copropriété existant, dont il reconnaît avoir eu connaissance par le BAILLEUR communication des clauses non contraires aux présentes et concernant la destination de l'immuable, la jouissance et l'usage privatif des parties communes.
19. En fin de location et avant la restitution des clés, le LOCATAIRE devra toutes les réparations locatives à sa charge et laisser les lieux et leurs dépendances en parfait état de propreté.
20. En cas de fuites d'épaves ou de fuites septiques, le locataire devra, à ses frais, faire procéder à leur vidange au moins une fois l'an.
21. Le LOCATAIRE s'oblige à entretenir et à veiller au bon fonctionnement de l'installation de la VMC, s'il en existe une. Le dépannage des bouches doit être effectué toutes les six mois et la révision du groupe tous les ans. Le locataire s'engage à avvertir le bailleur en cas de travaux importants autres que de simple entretien.

DE SON CÔTÉ, LE BAILLEUR est obligé

- de délivrer au LOCATAIRE les locaux loués en bon état d'usage et de réparation, et les équipements mentionnés au contrat en bon état de fonctionnement,
- d'assurer au LOCATAIRE la jouissance paisible des locaux loués, sans préjudice des dispositions de l'article 1721 du Code Civil, de le garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle, hormis ceux qui, consignés dans l'état des lieux, auraient fait l'objet d'une convention sur travaux,
- d'entretenir les locaux loués en l'état de servir à l'usage prévu par le contrat de location et d'y faire toutes les réparations autres que locatives nécessaires au maintien en l'état et à l'entretien normal des locaux loués,
- de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par le LOCATAIRE dès lors qu'ils ne constituent pas une transformation de la chose louée.

C - DÉCLARATION DE SINISTRE

Le preneur sinistre est déclaré par le preneur, celui-ci s'oblige à le déclarer au bailleur et accepte que l'administrateur de biens du dit bailleur soit chargé, dans ses droits vis-à-vis de sa compagnie d'assurance afin de diriger l'exécution des travaux de remise en état du bien. A cet effet, la totalité des sommes versées par la compagnie d'assurance du preneur seront directement allouées à l'administrateur de biens du bailleur qui l'accepte.

35

D - INDEMNITE D'OCCUPATION

En cas de congé ou de résiliation si le locataire se maintient après l'expiration du bail, il sera redevable d'une indemnité d'occupation au moins égale au montant du dernier loyer, charges, taxes et accessoires réclamés.

E - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles collectées dans le cadre des présentes font l'objet d'un traitement nécessaire à son exécution. Elles sont susceptibles d'être utilisées dans le cadre de l'application de réglementations comme celle relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et sont conservées pendant la durée de l'exécution des présentes, augmentée des délais légaux de prescription applicables. Elles sont destinées à HUMAN IMMOBILIER. Conformément à la loi informatique et libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de vos données en vous adressant à l'adresse mail suivante : dpo@human-location.fr.

F - ANNEXES

Sont annexées et jointes au contrat de location les pièces suivantes :

1. Le cas échéant, un extrait du règlement de copropriété concernant la destination de l'immeuble, la jouissance et l'usage des parties privatives et communes, et précisant la quote-part afférente au lot loué dans chacune des catégories de charges
2. Un dossier de diagnostic technique comprenant :
 - un diagnostic de performance énergétique ;
 - un constat de risque d'exposition au plomb pour les immeubles construits avant le 1er janvier 1949 ;
 - une copie d'un état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou de produits de la construction contenant de l'amiante (10) ;
 - un état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz, dont l'objet est d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes (11) ;
 - le cas échéant, un état des risques pour les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité (12) ou à potentiel radon.
3. Une notice d'information relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs
4. Un état des lieux (13)
5. Le cas échéant, Une autorisation préalable de mise en location (14)
6. Le cas échéant, Les références aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables (15).

Notes

(1) Si chauffage collectif, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire. (2) En cas de production collective, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire. (2 bis) Mention obligatoire s'appliquant aux logements dont la consommation énergétique, déterminée selon la méthode du diagnostic de performance énergétique mentionné à l'article L. 126-26 du code de la construction et de l'habitation, excède le seuil fixé au I de l'article L. 173-2 du même code. (3) Limité aux événements précis qui justifient que le bailleur personne physique ait à reprendre le local pour des raisons professionnelles ou familiales. (4) Lorsqu'un complément de loyer est appliqué, le loyer mensuel s'entend comme la somme du loyer de base et de ce complément. (5) Zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel telles que définies par décret. (6) Mention obligatoire si le précédent locataire a quitté le logement moins de dix-huit mois avant la signature du bail. (7) Si les parties conviennent d'un forfait de charges et de sa révision annuelle, ce forfait est révisé dans les mêmes conditions que le loyer principal. (8) Au cours de l'exécution du contrat de location et dans les conditions prévues par la loi, les colataires peuvent provoquer la résiliation de l'assurance souscrite par le bailleur pour leur compte. (9) Correspond au montant de la prime d'assurance annuelle, éventuellement majoré dans la limite d'un montant fixé par décret en Conseil d'Etat. (10) A compter de l'entrée en vigueur du décret d'application listant notamment les matériaux ou produits concernés. (11) A compter de la date d'entrée en vigueur de cette disposition, prévue par décret. (12) La liste des communes comprises dans ces zones est définie localement par arrêté préfectoral. (13) L'état des lieux d'entrée est établi lors de la remise des clés, dont la date peut être ultérieure à celle de conclusion du contrat. (14) Dispositif applicable dans certains territoires présentant une proportion importante d'habitat dégradé délimité localement par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou, à défaut, le conseil municipal (art. 92 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové). (15) Lorsque la détermination du montant du loyer est la conséquence d'une procédure liée au fait que le loyer précédemment appliqué était manifestement sous-évalué.

Le 28/11/2022

A AGENCE HUMAN CHÂTEAUX

EN AUTANT D'EXEMPLAIRES QUE DE PARTIES

Mots nuls :

Lignes nulles :

Signature du bailleur

(ou de son mandataire le cas échéant)

« Lu et approuvé » + Signature

Lu et approuvé

Signature du locataire

« Lu et approuvé » + Signature

Lu et approuvé

lundi 4 septembre 2023

Bordeaux

CHATEAUROUX

FRANCE

Reference du bien : [REDACTED]

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la quittance demandée qui ne libère que pour la(es) période(s) indiquée(s). Elle est délivrée sous toutes réserves de droit et sous réserve de l'encaissement des chèques ou effets. Elle annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versé sur le(s) présent(s) terme(s), même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre. Le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement des termes antérieurs.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considérée comme un titre de location.

Choisir le prélèvement automatique c'est se simplifier la vie!

Date	Libellé	montant
04/09/2023	Loyer non soumis à TVA du 01/09/2023 au 30/09/2023	450,00€
Total quittance		450,00€

Devant un grand nombre de chèques impayés, nous vous informons que nous n'acceptons plus de règlement par chèque depuis le 01 avril 2022.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service comptable

X - NOTICE D'INFORMATION RELATIVE AUX DROITS ET NOTICE D'INFORMATION RELATIVE AUX DROITS ET OBLIGATIONS DES BAILLEURS ET LOCATAIRES

Préambule.

1. Etablissement du bail.

1.1. Forme et contenu du contrat.

1.2. Durée du contrat.

1.3. Conditions financières de la location.

1.3.1. Loyer.

1.3.1.1. Fixation du loyer initial.

1.3.1.2. Evolution du loyer en cours de contrat.

1.3.1.2.1. Révision annuelle du loyer.

1.3.1.2.2. Evolution du loyer consécutive à des travaux.

1.3.1.3. Ajustement du loyer au renouvellement du bail.

1.3.2. Charges locatives.

1.3.3. Contribution du locataire au partage des économies de charges.

1.3.4. Modalités de paiement.

1.4. Garanties.

1.4.1. Dépôt de garantie.

1.4.2. Garantie autonome.

1.4.3. Cautionnement.

1.5. Etat des lieux.

2. Droits et obligations des parties.

2.1. Obligations générales du bailleur.

2.2. Obligations générales du locataire.

3. Fin de contrat et sortie du logement.

3.1. Congés.

3.1.1. Congé délivré par le locataire.

3.1.2. Congé délivré par le bailleur.

3.2. Sortie du logement.

3.2.1. Etat des lieux de sortie.

3.2.2. Restitution du dépôt de garantie.

4. Règlement des litiges locatifs.

4.1. Règles de prescriptions.

4.2. Règlement amiable et conciliation.

4.3. Action en justice.

4.3.1. Généralités.

4.3.2. Résiliation judiciaire et de plein droit.

4.3.2.1. Mise en œuvre de la clause résolutoire de plein droit.

4.3.2.2. Résiliation judiciaire.

4.3.2.3. Assignation aux fins de résiliation du bail et pouvoirs du juge.

4.4. Prévention des expulsions.

4.4.1. Le fonds de solidarité pour le logement.

4.4.2. La commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX).

4.5. Procédure d'expulsion.

5. Contacts utiles.

RM

Le régime de droit commun des baux d'habitation, applicable aux locations de logements constituant la résidence principale des locataires, est défini principalement par la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

La présente notice d'information rappelle les principaux droits et obligations des parties ainsi que certains des volets de conciliation et de recours possibles pour régler leurs litiges.

Si la plupart des règles s'appliquent indifféremment à l'ensemble des locations, la loi prévoit certains aménagements pour les locations meublées ou les colocations afin de prendre en compte les spécificités attachées à ces catégories de location.

Pour prétendre à la qualification de meublé, un logement doit être équipé d'un mobilier en nombre et en qualité suffisants pour permettre au locataire d'y dormir, manger et vivre convenablement au regard des exigences de la vie courante (titre Ier bis de la loi du 6 juillet 1989).

Les colocations, définies comme la location d'un même logement par plusieurs locataires, sont soumises au régime applicable le cas échéant aux locations nues ou meublées et aux règles spécifiques prévues par la loi en matière de colocation (art. 6-1).

1. Etablissement du bail

1.1. Forme et contenu du contrat

Le contrat de location est établi par écrit et respecte un type défini par décret.

Le bail peut être établi directement entre le bailleur et le locataire, éventuellement avec l'aide d'un intermédiaire (agent immobilier, administrateur de biens, commissaire de justice, notaire...), il doit être fait en autant d'originaux que de parties et remis à chacune d'elles.

Le contrat de location doit comporter certaines mentions et notamment l'identité des parties, la description du logement, sa surface habitable et les conditions financières du contrat. Ainsi, en cas d'inexactitude supérieure à 5 % de la surface habitable mentionnée sur le bail d'une location nue, le locataire peut demander une diminution de loyer proportionnelle à l'écart constaté (art. 11 et 1-6).

Certains clauses sont interdites. Si elles figurent dans le contrat, elles sont abies, considérées comme étant inexistantes. Il s'agit notamment des clauses qui imposent comme mode de paiement du loyer le prélèvement automatique, qui prévoient des pénalités en cas de retard dans le paiement du loyer, qui interdisent au locataire d'héberger des personnes ne vivant pas habituellement avec lui, qui prévoient des loas de sévices ou d'envie de qualité, etc. (art. 4).

Le bailleur est tenu de remettre au locataire un certain nombre de documents liés de la signature du contrat, et notamment un dossier de diagnostic technique (art. 3-1).

1.2. Durée du contrat

Location d'un logement nu

Le bail d'un logement nu est conclu pour une durée minimum de trois ans lorsque le bailleur est une personne physique (par exemple, un particulier) ou une société civile immobilière familiale, et de six ans lorsqu'il est une personne morale (par exemple, une société, une association).

A la fin du bail et à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties, le bail est renouvelé sur proposition du bailleur ou reconduit automatiquement et dans les mêmes conditions pour trois ans lorsque le bailleur est une personne physique ou une société civile immobilière familiale, et pour six ans lorsqu'il est une personne morale (art. 10).

Par exception, la durée peut être inférieure à trois ans, mais d'au minimum un an, si le bailleur (personne physique, membre d'une société civile immobilière familiale ou d'une indivision) prévoit de reprendre son logement pour des raisons familiales ou professionnelles. Les raisons et l'événement invoqué pour justifier le motif doivent impérativement figurer dans le bail. Le bailleur confirme au locataire, par lettre recommandée avec avis de réception, au minimum deux mois avant la fin du bail que l'événement est réalisé et qu'il reprendra le logement à la date prévue. Si la réalisation de l'événement justifie le reprise du logement est différée, le bailleur peut également proposer dans les mêmes délais un ultime report du terme du contrat.

Lorsque l'événement ne s'est pas produit ou n'a pas été confirmé, le bail se poursuit jusqu'à délit de trois ans (art. 11).

Location d'un logement meublé

Le contrat de location d'un logement meublé est conclu pour une durée d'au moins un an. A la fin du bail et à défaut de congé donné par le bailleur ou le locataire ou de proposition de renouvellement, le bail est reconduit automatiquement et dans les mêmes conditions pour un an.

Lorsque le locataire est un étudiant, les parties peuvent convenir d'un bail d'une durée de neuf mois qui n'est pas reconductible tacitement. Dans ce cas, si les parties ne conviennent pas de la reconduction du contrat, celui-ci prend fin à son terme (art. 25-1).

1.3. Conditions financières de la location

1.3.1. Loyer

1.3.1.1. Fixation du loyer initial

En principe, le loyer initial est fixé librement entre les parties au contrat. Cependant, dans certaines zones où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement, les loyers peuvent être encadrés par deux mécanismes complémentaires ou cumulés de la loi en matière de location. Le type des communes comprises dans ces « zones de tension du marché locatif » est fixé par décret.

Logements situés dans des « zones de tension du marché locatif » (art. 19).

Pour l'ensemble des communes comprises dans ces zones, un décret fixe chaque année le montant maximum d'évolution des loyers en cas de reconduction d'un logement. Ainsi, au moment du changement de locataire, le loyer d'un bien ne peut plus excéder le dernier loyer appliqué, revalorisé sur la base de l'évolution de l'indice de référence des loyers (IRL). L'augmentation de loyer peut être supérieure dans des cas particuliers : lorsque certains travaux d'amélioration ou de mise en conformité avec les caractéristiques de sécurité sont réalisés par le bailleur ou lorsque le loyer est manifestement sous-évalué. Par ailleurs, les logements faisant l'objet d'une première location, les logements inoccupés par un locataire depuis plus de dix-huit mois et les logements ayant fait l'objet, depuis moins de six mois, de travaux d'amélioration d'un montant au moins égal à la dernière somme de loyer, sont exclus du champ de ce dispositif.

Logements situés dans certaines « zones de tension du marché locatif » situées d'un département local des loyers agréé (art. 17 et 26-1).

Un mécanisme complémentaire d'encadrement du niveau des loyers des logements mis en location peut s'appliquer dans les communes qui sont dotées d'un observatoire local des loyers agréé par l'Etat. Ce dispositif s'appuie sur des références de loyers déterminées à partir des données représentatives des loyers du marché locatif local produites par les observatoires locaux des loyers dans le respect de prescriptions méthodologiques définies par un décret spécifique.

A partir de ces données, les préfets concernés fixent annuellement par arrêté et pour chaque catégorie de logement et secteur géographique donné, des références de loyer (loyer de référence, loyer de référence majoré et loyer de référence minoré) exprimées par un prix au mètre carré de surface habitable.

Dans les territoires où l'arrêté préfectoral est pris, le loyer au mètre carré des logements mis en location ne peut pas excéder le loyer de référence majoré, ce dernier devant être mentionné dans le contrat de location. Toutefois, lorsque le logement présente certaines caractéristiques, le bailleur peut fixer un loyer supérieur au loyer de référence majoré en appliquant un complément de loyer au loyer de base, lorsque celui-ci est égal au loyer de référence majoré correspondant au logement. Le montant de ce complément de loyer et les caractéristiques le justifiant doivent être mentionnés dans le contrat de location. Le locataire dispose d'un délai de trois mois pour contester ce complément de loyer en saisissant d'abord la commission départementale de conciliation compétente, et, en l'absence d'accord entre les parties, en ayant recours au juge.

réalisation. Le locataire peut demander au bailleur ou à son représentant de compléter l'état des lieux d'entrée dans les dix jours suivant le date de réalisation pour tout élément concernant le logement, ou durant le premier mois de la période de chauffe concernant l'état des éléments de chauffage. Si le bailleur refuse de compléter l'état des lieux, le locataire peut saisir la commission départementale de conciliation dont dépend le logement.

Si les parties ne peuvent établir l'état des lieux de manière contractuelle et amiable (par exemple, si l'un des parties ne se présente pas ou si les parties ne s'accordent pas sur le contenu de l'état des lieux), le bailleur ou le locataire peut faire appel à un commissaire de justice pour l'établir. Ce dernier doit aviser les parties au moins sept jours à l'avance par lettre recommandée avec avis de réception. Dans ce cas, les frais de commissaire de justice sont partagés par moitié entre le bailleur et le locataire, les tarifs sont fixés et déterminés par décret (2).

Location de logement meublé :

Au-delà de l'état des lieux, un inventaire et un état détaillé du mobilier doivent également être établis, sans que cela ne puisse donner lieu à une prise en charge financière supplémentaire du locataire (art. 25-55).

(2) Décret n° 86-1881 du 12 décembre 1986 portant fixation du tarif des commissaires de justice en matière civile et commerciale.

2. Droits et obligations des parties

Au-delà des conditions particulières prévues par le contrat de location, bailleur et locataire sont soumis à un certain nombre d'obligations prévues par la loi durant l'exécution du contrat.

2.1. Obligations générales du bailleur (art. 10)

Délivrer un logement décent :

Le bailleur est tenu de remettre au locataire un logement décent, ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé et dont des éléments de confort le rendent conforme à l'usage d'habitation. Un décret (2) détermine les caractéristiques relatives à la sécurité physique et à la santé des locataires, aux éléments prépondérants et de confort et à la surface et au volume habitable qui doit respecter un logement décent.

Si le logement ne satisfait pas ces caractéristiques, le locataire peut demander au bailleur sa mise en conformité. À défaut de réponse de celui-ci à la demande de mise en conformité dans un délai de deux mois ou à défaut d'accord entre les parties, la commission départementale de conciliation doit être saisie par l'une ou l'autre des parties. À défaut de l'un ou l'autre ou d'accord constaté par la commission, le juge peut être saisi du litige au fond de déterminer la nature des travaux à réaliser et la date de leur réalisation.

Délivrer un logement en bon état :

Le bailleur est tenu de remettre au locataire un logement en bon état d'usage et de réparations, et doté d'équipements en bon état de fonctionnement.

Si le logement n'est pas en bon état, les parties peuvent convenir, par une clause expresse insérée dans le bail, de travaux que le locataire exécutera ou fera exécuter en contrepartie d'une réduction de loyer pendant une période déterminée (cf. à 3.3.2.2). Une telle clause ne peut concerner que des logements répondant déjà aux caractéristiques de décence.

Entretien du logement :

Le bailleur est tenu d'entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par le contrat, et d'y faire toutes les réparations nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués, en dehors de tout ce qui touche aux réparations locatives (travaux réparations et entretien courant à la charge du locataire, cf. partie 3.3).

Aménagements réalisés par le locataire :

Le bailleur ne peut opposer aux aménagements que son locataire souhaite réaliser dans le logement, à condition qu'il ne s'agisse pas de travaux de transformation.

À titre d'exemple, la modification du colorat des peintures ou la pose d'un papier peint pourraient être considérées comme de simples

aménagements du logement que le bailleur ne saurait interdire. En revanche, le fait d'ajouter une cloison ou de transformer une chambre en cuisine constituerait une transformation nécessitant préalablement une autorisation écrite du bailleur.

Usage du logement

Le bailleur doit assurer au locataire un usage pacifique du logement. Le logement loué est le domicile du locataire. À ce titre, il en a la jouissance exclusive et peut utiliser les lieux librement dans le respect du contrat de location et, le cas échéant, d'un règlement intérieur à l'immeuble. Il peut aussi inviter ou héberger les personnes de son choix. Dès lors, le bailleur n'a pas le droit d'imposer un droit de visite à son locataire en dehors de certaines circonstances (vente du logement, départ du locataire...). Il s'interdit l'accès au logement à des personnes autres que la famille du locataire, de pénétrer sans le logement sans l'accord du locataire, de lui interdire d'avoir des animaux familiers, de lui interdire de fumer, etc.

En cas de troubles de voisinage causés par les personnes qui occupent les locaux, le bailleur doit, après leur avoir adressé une mise en demeure dûment motivée, utiliser les droits dont il dispose en propre afin de faire cesser ces troubles de voisinage.

(2) Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent, pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-908 du 12 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

2.2. Obligations générales du locataire (art. 11)

Paiement du loyer et des charges :

Le locataire doit payer le loyer et les charges à la date prévue au contrat.

Le locataire ne doit en aucun cas cesser de payer de lui-même, sans autorisation d'un juge, tout ou partie de son loyer sous prétexte que le bailleur ne respecte pas ses obligations.

Utilisation du logement :

Le locataire ne peut librement de son logement pendant toute la durée de la location, mais il doit respecter certaines obligations en la matière :

- Le locataire est tenu d'occuper paisiblement son logement et dans le respect de la tranquillité du voisinage ;

- Le locataire doit veiller à respecter le règlement intérieur à l'immeuble, lorsque ce logement est situé dans un immeuble collectif (appartement). Ce règlement peut par exemple interdire certaines pratiques (ex. : pose de poubelles, de linge aux fenêtres) ;

- Le locataire doit respecter la destination prévue au sein du contrat de location. Par exemple, le bail peut être loué à usage d'habitation uniquement, dans ce cas le locataire ne peut y exercer une activité commerciale ;

- Le locataire ne peut sous-louer tout ou partie de son logement sans l'accord écrit du bailleur. Dans l'hypothèse où le bailleur donne son accord, le montant du loyer au mètre carré de surface habitable appliqué au sous-locataire ne peut en aucun cas excéder celui payé par le locataire principal. Le locataire est également tenu de transmettre au sous-locataire l'autorisation écrite du bailleur et la copie du bail en cours.

Travaux :

- Le locataire a le droit d'aménager librement le logement qu'il occupe (changement de moquette, pose de papier peint, modification des peintures...). Il ne peut toutefois y faire de travaux de transformation sans l'accord écrit du bailleur. À défaut, celui-ci peut, lors du départ du locataire, constater le caractère des transformations sans indemnisation. Il peut aussi exiger la remise immédiate en l'état des lieux aux frais du locataire. En cas de litige, le caractère des travaux (simple aménagement ou transformation) relève de l'appréciation du juge ;

- Le locataire doit laisser exécuter dans son logement certains travaux décidés par le bailleur : les réparations urgentes, les travaux d'entretien ou d'entretien du logement tout ou des parties communes, les travaux d'entretien de la performance énergétique et les travaux de mise aux normes de décence. Avant le début des travaux, le bailleur est tenu de remettre au locataire

une notification de travaux, par lettre remise en main propre ou par courrier recommandé avec avis de réception, précisant leur nature et les modalités de leur exécution. Pour la préparation et la réalisation de ces travaux, le locataire est tenu de permettre l'accès à son logement tous les jours sauf les samedis, dimanches et jours fériés (à moins qu'il ne donne son accord pour que les travaux soient réalisés pendant ces jours).

Si les travaux durent plus de vingt et un jours et affectent l'utilisation du logement, une réduction de loyer peut être appliquée au profit du locataire. En cas d'abus (travaux à caractère vexatoire, ne respectant pas les conditions prévues dans la notification de travaux, rendant l'utilisation du logement impossible ou dangereuse), le locataire peut également saisir le juge pour interrompre ou interdire les travaux.

Entretien

Le locataire doit veiller à maintenir en état le logement qu'il occupe. A ce titre :

- le locataire doit prendre en charge l'entretien courant, les menus réparations du logement et des équipements mentionnés dans le contrat (ex. : maintien en état de propreté, remplacement d'ampoules, etc.) ainsi que l'ensemble des réparations locatives dont la liste est définie par décret (4) sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure ;

- le locataire est responsable des dégradations ou pertes qui pourraient survenir en cours de bail dans le logement, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute du bailleur ou par la faute d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

Assurance :

Le locataire est tenu de s'assurer contre les risques locatifs (principalement dégâts des eaux, incendie, explosion) et de le justifier lors de la remise des clés puis chaque année à la demande du bailleur, par la remise d'une attestation. S'il ne le fait pas, le bailleur peut demander la résiliation du bail ou souscrire une assurance à la place du locataire en lui remboursant le montant de la prime.

En cas de colocation, dans un logement nu ou meublé, les parties doivent convenir dès la conclusion du contrat de la souscription par le bailleur d'une assurance pour le compte des colocataires.

(4) Décret n° 87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives.

1. Fin de contrat et sortie du logement

1.1. Congés (art. 15 et 25-6)

Les parties peuvent unilatéralement, dans les conditions déterminées par la loi, mettre fin au contrat de location et donner congé.

1.1.1. Congé délivré par le locataire

Motifs : le locataire peut donner congé à tout moment et sous réserve de respecter certaines conditions de forme. Le congé est effectif à l'expiration d'un délai de préavis variable selon les circonstances de son départ.

Forme : le locataire qui souhaite quitter son logement doit notifier son congé au bailleur par lettre recommandée avec avis de réception, acte de commissaire de justice, ou remise en main propre contre émargement ou récépissé.

Effets : la réception de la lettre de congé par le bailleur fait courir un délai de préavis pendant lequel le locataire reste tenu au paiement de son loyer, même s'il a déjà quitté le logement, sauf si, en accord avec le locataire sortant, un nouveau locataire prend le logement avant la fin du délai de préavis.

Durée du délai de préavis :

Location nue

Le délai de préavis est en principe de trois mois. Ce délai est réduit à un mois lorsque le logement est affecté dans des « zones de tension du marché locatif » ou lorsque le locataire justifie d'une des situations suivantes : obtention d'un premier emploi, de mutation,

de perte d'emploi ou de nouvel emploi consécutif à une perte d'emploi, état de santé justifiant un changement de domicile et constaté par un certificat médical, bénéfice du revenu de solidarité active ou de l'allocation adulte handicapée, attribution d'un logement social. Le locataire doit alors préciser le motif de son départ et le justifier à l'occasion de la notification de congé. A défaut, le préavis de trois mois s'applique.

Location meublée :

Le délai de préavis est d'un mois.

1.1.2. Congé délivré par le bailleur

Motifs : le bailleur peut donner congé à son locataire à l'expiration du bail et dans trois cas :

1. Le bailleur souhaite reprendre le logement pour l'occuper, à titre de résidence principale, ou y louer un proche (5).

2. Le bailleur souhaite vendre le logement inoccupé. Le locataire est alors prioritaire pour acquérir le logement. Le bailleur doit lui donner congé en lui indiquant le prix et les conditions de la vente. Cela constitue une offre de vente.

3. Le bailleur met fin au bail pour un motif légitime et sérieux : non-respect par le locataire de l'une de ses obligations, retardé régulier des loyers, défaut d'entretien du logement, troubles de voisinage, etc.

Des restrictions peuvent s'appliquer quant à la possibilité pour le bailleur de donner congé, notamment en fonction du niveau de ressources et de l'âge du locataire ou, en location nue, lorsque le congé du bailleur est consécutif à l'acquisition d'un logement occupé.

Forme et délais :

La notification du congé doit être adressée à chacun des cotitulaires du bail par lettre recommandée avec avis de réception, acte de commissaire de justice, ou remise en main propre contre récépissé. Le délai de préavis court à compter de la réception du courrier ou du passage du commissaire de justice. La notification contient le motif du congé et d'autres informations en fonction du motif invoqué.

Location nue :

Le préavis doit être délivré au moins six mois avant la fin du bail. Le bailleur doit joindre une notice d'information définie par arrêté ministériel et relative à ses propres obligations et aux voies de recours et d'indemnisation du locataire en cas de congé pour reprise ou vente.

Location meublée :

Le préavis doit être délivré au moins trois mois avant la fin du bail.

Effet : si le locataire quitte le logement avant l'expiration du préavis, le locataire n'est redevable du loyer et des charges que pour le terme réel d'occupation du logement.

Sanction du congé frauduleux : si le motif du congé ne correspond pas à la réalité, le locataire peut le contester devant le juge. Par ailleurs, le bailleur qui délivre un congé pour vendre ou pour habiter frauduleusement risque une amende pénale pouvant aller jusqu'à 6 000 € ou 30 000 € s'il s'agit d'une personne morale.

(5) Conjoint, partenaire de PACS, concubin notoire depuis au moins un an à la date du congé, ascendants et descendants du bailleur ou de son conjoint, de son partenaire ou de son concubin notoire.

1.2. Sortie du logement

1.2.1. Etat des lieux de sortie

A la remise des clés par le locataire, un état des lieux de sortie doit être établi entre le bailleur et le locataire. Les modalités d'établissement de l'état des lieux de sortie sont identiques à celles applicables lors de l'état des lieux d'entrée.

Cependant, dans le cadre d'un état des lieux amiable et lorsque le bailleur mandate un tiers pour le représenter (par exemple, un professionnel de l'immobilier), aucun frais ne peut être facturé au locataire.

1.2.2. Restitution du dépôt de garantie (art. 22)

Délai : le dépôt de garantie doit être restitué dans un délai

maximal de deux mois à compter de la remise des clés par le locataire, déduction faite le cas échéant des sommes justifiées dues au titre des loyers, charges, réparations locatives ou des dégradations dont il pourrait être tenu responsable. Le délai s'applique à compter du jour de la restitution des clés par le locataire qui peut les remettre en main propre ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au bailleur ou à son mandataire. A cette occasion, le locataire indique au bailleur, ou à son mandataire, sa nouvelle adresse.

Dans certains cas particuliers, des aménagements sont prévus au délai de restitution du dépôt de garantie :

- si l'état des lieux de sortie est conforme à l'état des lieux d'entrée, le délai est réduit à un mois ;

- si le logement est situé dans un immeuble collectif, le bailleur peut conserver une provision maximale de 20 % du dépôt de garantie pendant six mois suivant l'appariation des comptes annuels de l'immeuble.

Le bailleur est tenu de justifier la retenue qu'il opère sur le dépôt de garantie par la remise au locataire de documents tels que l'état des lieux d'entrée et de sortie, des factures, devis, lettres de réclamation des loyers impayés restées sans réponse, etc.).

- sanction de la restitution tardive du dépôt de garantie : à défaut de restitution du dépôt de garantie dans les délais impartis, le montant dû au locataire est majoré d'une somme égale à 10 % du loyer mensuel pour chaque mois de retard commencé. Cette majoration n'est pas due lorsque l'origine du défaut de restitution dans les délais résulte de l'absence de transmission par le locataire de sa nouvelle adresse.

4. Règlement des litiges locatifs

En cas de conflit, les parties peuvent tenter de trouver une solution amiable. En cas d'échec, le tribunal compétent peut être saisi pour trancher le litige.

4.1. Règles de prescription (art. 7-1)

En matière locative, la durée au-delà de laquelle une action en justice n'est plus recevable est en principe de trois ans, sauf interruption ou suspension des délais. Le bailleur peut récupérer ultérieurement les amendes de chômage et de loyer pendant trois ans à compter de leur exigibilité.

Il existe une exception à ce principe en matière d'action en réduction de loyer. Le bailleur ne disposeant que d'un délai d'un an pour demander en justice le paiement du différentiel de loyer basé de la révision.

4.2. Règlement amiable et conciliation

Lorsqu'il existe un litige, il est conseillé d'adresser au juge une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie indiquant les faits le plus précisément possible, accompagné des arguments et preuves relatifs aux faits litigieux (références juridiques, factures, photos, etc.).

Ce courrier est une première étape préalable importante pour engager ensuite un recours éventuel devant le juge. Si le litige n'est pas résolu à l'amiable, il peut être utile de saisir la commission départementale de conciliation.

Voies de conciliation : les commissions départementales de conciliation (art. 203).

Présentation : pour régler certains litiges entre le bailleur et le locataire, il est possible de faire appel localement aux commissions départementales de conciliation (CDC), présentes dans chaque département et placées auprès des services de l'Etat. Cette commission est composée à parts égales de représentants des bailleurs et de représentants des locataires. Elle est compétente pour connaître des litiges de nature individuelle et des difficultés de nature collective. Toute démarche devant la CDC est gratuite.

Rôle : la CDC s'efforce de concilier les parties en établissant un dialogue, afin d'éviter le recours au juge. La CDC doit traiter les litiges qui lui sont soumis dans un délai de deux mois à compter de sa saisine.

Le champ de compétence de la CDC est large.

La CDC constitue une étape obligatoire avant toute saisine du juge pour les litiges relatifs à l'ajustement des loyers ou

renouvellement du bail (cf. § 4.3.2), pour certains litiges relatifs à la saisine de la CDC constituant une étape obligatoire avant toute saisine du juge pour les litiges relatifs à l'ajustement des loyers ou renouvellement du bail (cf. § 4.3.3), pour certains litiges relatifs à l'ajustement des loyers (contribution du complément de loyer ou du loyer déterminé en application du décret fixant annuellement le montant maximum d'évolution des loyers).

Elle intervient aussi de manière facultative pour les litiges relatifs aux thèmes suivants : dépôt de garantie, état des lieux, fixation et révision des loyers, charges locative, réparations, décaissement, congés.

Enfin, la CDC est compétente pour les différends de nature collective : application des accords collectifs nationaux ou locaux, des plans de concertation locative, difficultés de fonctionnement d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles.

Modalités de saisine : la CDC peut être saisie par le bailleur ou le locataire concerné, lorsqu'il s'agit d'un litige de nature individuelle et par le bailleur, plusieurs locataires ou une association représentative des locataires, lorsqu'il s'agit d'une difficulté de nature collective.

La saisine de la commission doit être formulée en double exemplaire et adressée par lettre recommandée avec avis de réception au président de la commission. La lettre doit indiquer les noms, qualité et adresse du demandeur, ceux du défendeur ainsi que l'objet du litige ou de la difficulté. Dans tous les cas, la lettre de saisine doit être accompagnée de la copie des pièces en lien avec l'ajustement du bail, le courrier du bailleur concernant l'augmentation, etc.).

Déroulement des séances : le bailleur et le locataire en conflit sont convoqués en séance, par lettre à une séance de conciliation au minimum deux semaines avant la séance.

Il doit y avoir au moins une personne de leur choix ou se faire représenter par une personne dûment mandatée. Si la demande a été introduite par une association ou par plusieurs locataires, ceux-ci sont individuellement saisis par leur représentant (2 au maximum), dont les noms auront été communiqué au président de la CDC.

Chaque conflit expose aux deux parties le CDC les documents à l'appui des faits et de leur position.

Si un accord intervient, les termes de la conciliation font l'objet d'un document signé par chacune des parties.

En l'absence d'accord, la CDC rend un avis qui consigne la situation et fait apparaître les points essentiels de la position de chacun, ainsi que, le cas échéant, sa position.

4.3. Action en justice

4.3.1. Généralités

Si le locataire ou le bailleur ne respecte pas ses obligations, l'autre partie peut exercer une action en justice auprès du tribunal compétent pour l'écarter de son obligation, pour demander l'indemnité du préjudice ou pour demander une indemnisation.

Tout litige relatif à un bail d'habitation relève exclusivement du tribunal d'instance dans le ressort duquel se situe le logement. Toutefois, le juge de proximité est compétent en matière de restitution du dépôt de garantie si le litige porte sur un montant inférieur à 6 000 euros.

Lorsqu'un ou plusieurs locataires ont avec un même bailleur un litige relatif ayant une origine commune, ils peuvent donner par écrit mandat d'agir en justice en leur nom et pour leur compte à une association adhérente à la Commission nationale de concertation.

Si le litige porte sur les caractéristiques du logement pour obtenir un logement décent, ce mandat peut être donné à une des associations précitées ou à une association compétente en matière d'habitat ou de logement des personnes défavorisées, à une collectivité territoriale compétente en matière d'habitat ou à un organisme payeur des aides au logement (CAF ou MSA).

4.3.2. Révision judiciaire de loyer (art. 24)

Ces modalités particulières de révision du bail sont prévues par la loi lorsque le bailleur est à l'initiative de la demande judiciaire de révision du bail.

4.1.1. Mise en œuvre de la clause résolutoire de plein droit

Une clause de contrat de location, appelée clause résolutoire, peut prévoir la résiliation de plein droit, en cas d'inexécution des obligations du locataire, dans les quatre cas suivants :

- défaut de paiement des loyers et des charges locatives au terme convenu ;
- non-versement du dépôt de garantie ;
- défaut d'assurance du locataire contre les risques locatifs ;
- troubles de voisinage constatés par une décision de justice passée en force de chose jugée rendue au profit d'un tiers.

En pratique, le bailleur devra assigner le locataire devant le tribunal pour faire constater l'acquisition de la clause résolutoire et la résiliation de plein droit du bail. Les modalités de mise en œuvre de cette clause varient selon la nature de la faute imputée au locataire.

Lorsque le bailleur souhaite mettre en œuvre la clause résolutoire pour défaut de paiement des loyers et des charges ou pour non-versement du dépôt de garantie, il doit préalablement faire signifier au locataire, par acte de commissaire de justice, un commandement de payer, qui doit mentionner certaines informations et notamment la faculté pour le locataire de saisir le fonds de solidarité pour le logement (cf. § 4.4.1). De plus, pour les bailleurs personnes physiques ou les sociétés immobilières familiales, le commandement de payer doit être signé par le commissaire de justice à la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (cf. § 4.4.2) dès lors que l'un des seuls motifs du montant et à l'ancienneté de la dette, fixés par arrêté préfectoral, est atteint.

Le locataire peut, à compter de la réception du commandement, régler sa dette, saisir le juge d'instance pour demander des délais de paiement, voire demander ponctuellement une aide financière à un fonds de solidarité pour le logement. Si le locataire ne s'est pas acquitté des sommes dues dans les deux mois suivant la signification, le bailleur peut alors assigner le locataire en justice pour faire constater la résiliation de plein droit du bail.

En cas de défaut d'assurance, le bailleur ne peut assigner en justice le locataire pour faire constater l'acquisition de la clause résolutoire qu'après un délai d'un mois après un commandement demeuré infructueux.

4.1.2. Résiliation judiciaire

Si le bailleur renonce à la mise en œuvre de la clause résolutoire, ou si celle-ci n'est pas prévue au bail ou si le litige a pour origine des motifs non couverts par la clause résolutoire, le bailleur peut saisir directement le juge pour demander la résiliation judiciaire du bail. Le juge dispose alors d'un large pouvoir pour apprécier si la faute du locataire est d'une gravité suffisante pour justifier la résiliation du bail.

4.1.2.1. Assignation aux fins de résiliation du bail et pouvoirs du juge

L'assignation est la procédure obligatoire de saisine du juge. Il s'agit d'un acte établi et délivré par un commissaire de justice, par lequel le demandeur prévient la partie adverse qu'une procédure judiciaire est ouverte contre lui.

Le bailleur personne morale autre que les sociétés immobilières familiales ne peut assigner aux fins de constat de résiliation du bail qu'après avoir saisi, au moins deux mois auparavant, la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (cf. § 4.4.2). Cette saisine est réputée constituée lorsqu'il y a eu signalement à la CAF/CMFA, en vue d'assurer le maintien des aides au logement.

Quand l'assignation est fondée sur une dette locative, cette assignation doit être notifiée par commissaire de justice ou préfet de département deux mois avant l'audience.

Le juge peut alors :

- soit accorder, même d'office, au locataire en situation de régulariser sa dette locative, des délais de paiement, pouvant aller jusqu'à trois ans pour régler sa dette locative. Si le locataire se libère de sa dette dans le délai et selon les modalités fixés par le juge, le bail n'est pas résilié.

RM

- soit ordonner l'expulsion assortie ou non d'un délai de grâce pour régulariser les loyers (trois mois à trois ans) (art. L. 412-1 et suivants du code des procédures civiles d'exécution).

4.4. Prévention des expulsions

Des dispositifs de prévention des expulsions ont été institués afin de traiter notamment le plus en amont les situations d'impayés locatifs. Au sein des différentes actions mises en place sur le territoire départemental, deux dispositifs sont susceptibles d'être mobilisés plus particulièrement.

4.4.1. Le fonds de solidarité pour le logement

Le fonds de solidarité pour le logement (FSL) a été créé dans chaque département afin d'accorder des aides financières, sous forme de prêts, de subventions ou de garantie, aux personnes ayant de faibles ressources qui rencontrent des difficultés pour assurer leurs dépenses de logement (factures, loyer...).

Les aides du FSL, peuvent notamment permettre d'aider au paiement :

- du dépôt de garantie, du premier loyer, de l'assurance du logement ;
- des dettes de loyers et de charges en vue du maintien dans le logement ou en vue de faciliter l'accès à un nouveau logement ;
- des impayés de factures d'eau et d'énergie.

Chaque département a ses propres critères d'attribution des aides. Il est notamment tenu compte des ressources de toutes les personnes composant le foyer. Pour en bénéficier, il convient de s'adresser aux services de son conseil départemental.

4.4.2. La commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX)

Dans chaque département, la CCAPEX a pour mission de délivrer des avis et des recommandations à tout organisme ou personne susceptible de contribuer à la prévention de l'expulsion ainsi qu'aux bailleurs et aux locataires concernés par une situation d'impayé ou de menace d'expulsion quel que soit le motif. Elle émet également des avis et recommandations à l'attention des instances compétentes pour l'attribution d'aides financières ou pour l'accompagnement social des personnes en situation d'impayé.

Pour exercer ses missions, elle est informée dès la délivrance du commandement de payer (cf. § 4.1.2.1). En outre, elle peut être saisie par les organismes payeurs des aides personnelles au logement ou directement par le bailleur ou le locataire. Il convient de s'adresser à la préfecture du département pour connaître les coordonnées et modalités de saisine.

4.5. Procédure d'expulsion

Validité de l'expulsion

Le locataire ne peut être expulsé que sur la fondement d'une décision de justice ou d'un procès-verbal de conciliation exécutoire. Cette décision peut, notamment, faire suite au refus du locataire de quitter les lieux après un congé délivré régulièrement par le bailleur, à la mise en œuvre de la clause résolutoire ou à une résiliation judiciaire du contrat.

Le bailleur ne doit en aucun cas agir sans décision de justice, même avec l'assistance d'un commissaire de justice. Ainsi, le bailleur qui procède lui-même à l'expulsion d'un locataire indolent est passible de trois ans de prison et de 30 000 € d'amende.

Par ailleurs, suite à la décision de justice, le bailleur est tenu de signifier au locataire, par un commissaire de justice, un commandement de quitter les lieux. L'expulsion ne peut avoir lieu antérieurement à un délai de deux mois suivant le commandement, ce délai peut être modifié par le juge dans les conditions prévues notamment à l'article L. 412-1 du code des procédures civiles d'exécution.

L'Etat est tenu de prêter son concours à l'exécution des jugements à moins qu'un motif tiré de l'ordre public ne l'autorise à refuser son concours.

En cas de refus, ou à l'expiration du délai de deux mois suivant le dépôt de la demande de concours de la force publique, le bailleur peut effectuer une demande-gracieuse d'indemnisation auprès du préfet, puis devant le tribunal administratif pour obtenir réparation du préjudice.

Trêve hivernale :

Durant la période dite de trêve hivernale, qui court du 1er novembre au 31 mars, les locataires sont protégés et ne peuvent être expulsés. Ce délai supplémentaire doit être mis à profit pour activer tous les dispositifs de logement. Cette trêve signifie que tout jugement ordonnant l'expulsion d'un locataire, passée en force de chose jugée, ne peut être exécuté de force pendant cette période de grâce. Elle s'applique même si le juge a ordonné des délais pour exécuter l'expulsion et que ces délais ont expiré, sauf si l'expulsion est engagée à l'encontre :

- d'un locataire qui loue un logement dans un immeuble qui a fait l'objet d'un arrêté de péril ; ou
- d'un locataire dont l'expulsion est assortie d'un relogement correspondant à ses besoins familiaux (le nombre de pièces doit correspondre au nombre d'occupants).

En revanche, la trêve hivernale n'interdit pas aux bailleurs de demander et d'obtenir un jugement d'expulsion, ni même de signifier au locataire le commandement de quitter les lieux. En effet, seules les mesures d'exécution de l'expulsion avec le concours de la force publique sont suspendues.

5. Contacts utiles

Les ADIL : les agences départementales d'information sur le logement apportent au public un conseil gratuit, neutre et personnalisé sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales relatives au logement et leur proposent des solutions adaptées à leur cas personnel. Les ADIL assurent ainsi de nombreuses permanences sur

l'ensemble du territoire (<http://www.anil.org/votre-adil/>).

Les organismes payeurs des aides au logement :

- Caisses d'allocations familiales (CAF) ;
- Mutualité sociale agricole (MSA).

Les associations représentatives des bailleurs et des locataires :

Au plan local, il existe de nombreuses organisations ayant pour objet de représenter et de défendre l'intérêt des locataires ou des bailleurs.

Sont également considérées comme représentatives au niveau national les organisations représentatives des locataires et des bailleurs suivantes, qui siègent à ce titre à la commission nationale de concertation :

- organisations nationales représentatives des bailleurs :
 - l'Association des propriétaires de logements intermédiaires (APLI) ;
 - la Fédération des sociétés immobilières et foncières (FSIF) ;
 - l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) ;
- organisations nationales représentatives des locataires :
 - la Confédération nationale du logement (CNL) ;
 - la Confédération générale du logement (CGL) ;
 - la Confédération syndicale des familles (CSF) ;
 - la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV) ;
 - l'Association force ouvrière consommateurs (AFOC).

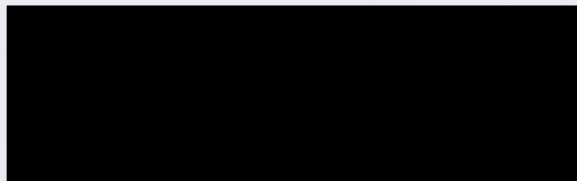
Maison de justice et du droit et point d'accès au droit : les maisons de justice et du droit et les points d'accès au droit accueillent gratuitement et anonymement les personnes rencontrant un problème juridique et/ou administratif. Le site <http://www.annuaire.justice.gouv.fr/> vous permet de connaître, à partir de votre code postal, le point d'accès au droit ou la maison de justice et du droit le plus proche de votre domicile.

Information administrative :

- ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité : <http://www.territoires.gouv.fr/> ;
- site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr/> ;
- numéro unique de renseignement des usagers Allo Service Public : 3939 (coût : 0,15 € la minute en moyenne).

Signature du bailleur

(ou de son mandataire le cas échéant)



Signature du locataire



lu et approuvé



13.1.2. Evolution du loyer en cours de contrat

13.1.2.1. Révision annuelle du loyer (art. 17-1)

Lorsqu'une clause le prévoit, le loyer peut être révisé, une fois par an, à une date de révision indiquée au bail ou, à défaut, à la date anniversaire du bail. Cette augmentation annuelle du loyer ne peut être supérieure à la variation de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'INSEE. Cet indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'évolution des prix à la consommation, hors tabac et hors loyers.

L'indice de référence à prendre en compte est celui du trimestre qui figure dans le bail ou, à défaut, le dernier indice publié à la date de signature du contrat. Il est à comparer avec l'indice du même trimestre connu à la date de révision.

Le bailleur dispose d'un délai d'un an, à compter de la date de révision, pour en faire la demande. La révision prend effet au jour de la demande ; elle ne peut donc pas être rétroactive.

Passe ce délai, la révision du loyer pour l'année écoulée n'est plus possible.

Si le bail ne prévoit pas de clause de révision, le loyer reste le même pendant toute la durée de la location.

13.1.2.2. Evolution du loyer consécutive à des travaux (art. 5 et 17-1)

Exceptionnellement, le loyer d'un logement répondant aux caractéristiques de décence peut être revu à la hausse ou à la baisse en cours de bail lorsque le bailleur et le locataire ont convenu de travaux que l'une ou l'autre des parties fera exécuter à ses frais durant l'exécution du contrat.

La clause du contrat de location ou l'avenant qui prévoient cet accord doit fixer la majoration ou la diminution de loyer applicable suite à la réalisation des travaux et, selon le cas, fixer des modalités d'application. Lorsqu'elle concerne des travaux à réaliser par le bailleur, cette clause ne peut porter que sur des travaux d'amélioration.

13.1.3. Ajustement du loyer au renouvellement du bail (art. 17-2 et 26-9)

Hors « zones » de tension du marché local, le loyer ne fait l'objet d'aucune réévaluation au moment du renouvellement du bail sauf s'il est manifestement sous-évalué. Ainsi, à l'expiration du bail, si le bailleur considère que le loyer est manifestement sous-évalué, il peut proposer une augmentation de loyer, en se référant aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables.

Il doit faire cette proposition au moins six mois avant le terme du contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, par acte de commissaire de justice ou remis en main propre contre récépissé ou émargement. Cette proposition doit reproduire intégralement, sous peine de nullité, les dispositions légales relatives à la réévaluation du loyer (art. 17-2 [1]) et indiquer le montant du nouveau loyer proposé ainsi que la liste des références de loyers ayant servi à le déterminer.

En cas de désaccord ou à défaut de réponse du locataire quatre mois avant le terme du contrat, le commissaire de conciliation de conciliation peut être saisi. Celle-ci s'efforce de concilier les parties et en cas d'échec rend un avis pouvant être transmis au juge saisi par l'une ou l'autre des parties.

A défaut de conciliation, le bailleur peut alors saisir le juge d'instance qui fixe alors lui-même le loyer applicable.

Si, au terme du contrat, aucun accord n'est trouvé, ou si le juge d'instance n'est pas saisi, le contrat est reconduit aux mêmes conditions de loyer (éventuellement révisé, si une clause le prévoit).

Lorsqu'une hausse de loyer a été convenue entre les parties ou fixée judiciairement, celle-ci s'applique progressivement au cours du bail renouvelé :

- lorsque la hausse est inférieure ou égale à 10 % de l'ancien loyer, l'augmentation est échelonnée par tiers sur trois ans, si le bailleur est un particulier, ou par sixième sur six ans, s'il est une personne morale. Cette hausse s'entend hors révision annuelle liée à la variation de l'indice de référence des loyers ;

- lorsque la hausse est supérieure à 10 % de l'ancien loyer, elle doit être, dans tous les cas, échelonnée sur six ans, s'appliquant par sixième chaque année même si le bail est renouvelé pour une durée inférieure à six ans, par exemple pour trois ans. Dans ce cas, l'augmentation continue à s'appliquer lors du renouvellement suivant.

Enfin, sur certains territoires (cf. § 13.1.1), les modalités d'ajustement du loyer au renouvellement du contrat connaissent certaines particularités :

- dans les zones « de tension du marché local », un décret limite la hausse de loyer applicable au renouvellement de bail ;

- dans les zones « de tension du marché local » dotées d'un observatoire local des loyers et pour lesquelles un arrêté préfectoral fixe des références de loyers, deux procédures d'encadrement des loyers au stade du renouvellement du bail sont ouvertes :

- le locataire peut engager une action en diminution de loyer si le montant du loyer fixé au contrat (hors montant du complément de loyer) est supérieur au loyer de référence majoré publié par le préfet. Il doit alors faire une proposition au bailleur, au moins cinq mois avant le terme du bail, par lettre recommandée avec accusé de réception, par acte de commissaire de justice ou remis en main propre contre récépissé ou émargement ;

- le bailleur peut engager une action en réévaluation du loyer dès lors que le loyer fixé au bail est inférieur au loyer de référence majoré publié par le préfet. Il doit alors faire une proposition au locataire, au moins six mois avant le terme du bail et dans les mêmes conditions de forme, qui ne peut être supérieure au loyer de référence majoré.

13.2. Charges locatives (art. 23)

Les charges locatives, ou charges récupérables, correspondent à certaines catégories de dépenses prises en charge par le bailleur, mais qui peuvent être récupérées auprès du locataire. Elles sont la contrepartie de services rendus liés à la chose louée, de dépenses d'entretien courant et de diverses réparations relatives aux parties communes, et de certaines impositions liées à des services au locataire.

La liste des charges récupérables est limitativement énumérée par un décret (1) qui distingue huit postes de charges.

Le bailleur peut donc récupérer ces charges auprès des locataires de deux manières :

- de manière ponctuelle en apportant les justificatifs des dépenses engagées ;

- de manière régulière par versement périodique de provisions pour charges, par exemple tous les mois ou tous les trimestres.

Si les charges sont payées par provision, une régularisation doit être effectuée chaque année en comparant le total des provisions versées par le locataire avec les dépenses effectives engagées par le bailleur pendant l'année. Si les provisions sont supérieures aux dépenses réelles, celui-ci doit reverser le trop-perçu au locataire ; dans le cas contraire, il peut exiger un complément.

Le montant des charges récupérées par le bailleur doit être dans tous les cas justifié.

C'est ainsi que le bailleur doit communiquer au locataire :

- le détail des charges locatives par nature de charges (électricité, eau chaude, eau froide, ascenseur, ...)

- le mode de répartition entre les locataires si le logement est situé dans un immeuble collectif ;

- une note d'information sur les modalités de calcul des charges de chauffage et de production d'eau chaude sanitaires collectives.

Dans les six mois suivant l'envoi du détail du décompte, le bailleur est tenu à la disposition du locataire l'ensemble des pièces justificatives de charges complémentaires (factures, contrats de fournitures). A compter du 1^{er} septembre 2015, il doit transmettre la récapitulation des charges du logement par voie dématérialisée ou par voie postale dès lors que le locataire en fait la demande.



Si la régularisation des charges n'a pas été effectuée dans l'année suivant leur exigibilité, le locataire peut exiger un paiement échelonné sur deux mois (art. 23).

Location de logement meublé et colocation (de logement nu ou meublé)

Les parties peuvent opter, lors de la conclusion du contrat, pour la récupération des charges, en fonction des dépenses réellement engagées comme décrit précédemment, du tout la forme d'un forfait. Dans ce cas, le montant du forfait est fixé dès la conclusion du contrat et ne donne pas lieu à régularisation. Ce montant, éventuellement révisé chaque année dans les mêmes conditions que le loyer, ne doit pas être manifestement disproportionné au regard des charges dans le locataire se serait acquitté par justification des dépenses engagées par le bailleur (art. 8-1 et 25-10).

(O Décret n° 50715 du 26 août 1987 pris en application de l'article 18 de la loi n° 66-539 du 23 décembre 1966 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et fixant la liste des charges récupérables).

13.3. Contribution du locataire au partage des économies de charges (art. 23-1)

Dans le cadre d'une location nue, une contribution financière peut être demandée au locataire en plus du loyer et des charges lorsque le bailleur a réalisé dans les parties privatives d'un logement, ou dans les parties communes de l'immeuble, des travaux d'économies d'énergie.

Cette contribution, limitée au maximum à quinze années et dont le montant est fixe et non révisable, peut être demandée au locataire au titre du partage des économies de charge à partir de la date d'achèvement des travaux, dans des conditions strictement fixées par les textes.

13.4. Modalités de paiement

Le paiement du loyer et des charges doit être effectué à la date prévue au contrat.

Le bailleur est tenu de transmettre gratuitement au locataire qui en fait la demande, une quittance, qui indique le détail des sommes versées par le locataire en distinguant le loyer et les charges. Avec l'assentiment du locataire, la quittance peut être transmise par voie dématérialisée. Aucune frais liés à la gestion de l'avis d'échéance ou de la quittance ne peuvent être facturés au locataire (art. 21).

14. Garanties

Fréquemment, le bailleur exige certaines garanties pour se prémunir de l'inexécution des obligations du locataire. Pour ce faire, le bailleur dispose de différents moyens, strictement encadrés par la loi.

14.1. Dépôt de garantie (art. 22)

Le contrat de location peut prévoir le paiement d'un dépôt de garantie qui sert à couvrir les éventuels manquements du locataire à ses obligations locatives.

Son montant doit obligatoirement figurer dans le bail. Il ne peut pas être supérieur à un mois de loyer, hors charges, pour les locations nues et ne peut faire l'objet d'aucune révision en cours ou au renouvellement du bail.

Pour les locations meublées, le montant du dépôt est limité à deux mois de loyer (art. 25-6).

Au moment de la signature du bail, le dépôt de garantie est versé au bailleur directement par le locataire ou par l'intermédiaire d'un tiers.

Les modalités de restitution du dépôt de garantie à la fin du bail sont précisées dans la partie 1.2.2.

14.2. Garantie autonome (art. 22-1)

Une garantie autonome peut être souscrite en lieu et place du dépôt de garantie, dans la limite du montant de celui-ci. Appliquée au contrat de location, la garantie autonome est l'engagement par lequel le locataire s'oblige, en cas de non-respect par le locataire de ses obligations, verser une somme, soit à première demande, soit

suivant des modalités convenues sans pouvoir opposer aucune exception à l'obligation garantie.

14.3. Cautionnement (art. 22-2)

La caution est la personne qui, dans un document dont appelé « acte de cautionnement », s'engage envers le bailleur à payer les dettes locatives du locataire et à assurer les obligations qui lui incombent en cas de défaillance de sa part (ex. : loyers, charges, frais de remise en état du logement...).

Exigibilité

Le bailleur ne peut exiger de cautionnement à peine de nullité, s'il a déjà souscrit une assurance, ou toute autre forme de garantie, garantissant les obligations locatives (ex. : garantie des risques locatifs, assurance privée) sauf si le logement est loué à un étudiant ou un apprenti.

En principe, lorsque le bailleur est une personne morale, hors société immobilière familiale, une caution ne peut être demandée que si le logement est loué à un étudiant qui ne bénéficie pas d'une bourse de l'enseignement supérieur ou si elle est apportée par certains organismes.

Le bailleur ne peut enfin pas refuser la caution présentée au motif qu'elle ne possède pas la nationalité française ou qu'elle ne réside pas sur le territoire métropolitain.

Forme et contenu de l'acte de cautionnement

L'engagement de caution doit être écrit. Le bailleur doit remettre un exemplaire du contrat de location à la caution. L'engagement de caution doit obligatoirement comporter certaines informations, écrites de la main de la caution.

Durée de l'engagement :

Engagement sans durée :

Si aucune durée d'engagement ne figure dans l'acte, la caution peut mettre fin à son engagement à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception.

Toutefois, la résiliation signifiée au bailleur ne prend effet qu'à l'expiration du bail en cours.

En pratique, la caution qui réalise son engagement reste donc tenue des dettes locatives jusqu'à la fin du contrat de location en cours, elle n'en est plus tenue lorsque le bail est reconduit ou renouvelé.

Engagement à durée déterminée :

Quand une durée précise est indiquée dans l'acte de cautionnement, la caution ne peut pas réaliser son engagement. Elle est tenue des dettes locatives jusqu'à la date initialement prévue.

Colocation (de logement loué nu ou meublé) (art. 8-3)

Dans une colocation, les colocataires et les personnes qui se portent caution pour leur compte peuvent être solidairement tenus responsables du paiement du loyer. Lorsqu'un des colocataires donne congé, cette solidarité cesse lorsqu'un nouveau colocataire le remplace ou, à défaut de remplacement, au bout de six mois après la fin du délai de préavis du congé.

Par ailleurs, l'engagement de la personne qui s'est portée caution pour la colocataire sortant cesse dans les mêmes conditions. A cet effet, l'acte de cautionnement doit nécessairement identifier un des colocataires.

15. Etat des lieux (art. 1-2)

Lors de la remise et de la restitution des clés, un état des lieux doit être établi. Ce document décrit l'état du logement loué avec précision, ainsi que les équipements qu'il comporte. En comparant l'état des lieux dressé à l'arrivée et au départ du locataire, le bailleur pourra demander réparation des dégradations causées par le locataire. A défaut d'état des lieux d'entrée, le logement est présumé avoir été délivré en bon état sauf si le locataire en apporte la preuve contraire ou si le bailleur a fait obstacle à l'établissement de l'état des lieux. Il est établi par écrit contradictoirement et amiablement par le bailleur et le locataire ou par un tiers impartial par les deux parties, un exemplaire doit être remis à chaque partie. L'état des lieux d'entrée peut dans certains cas être complété ultérieurement à sa

Direction Territoriale de Orléans
4 rue de Patay
45000 Orléans
Bureau RF
02 38 52 00 34

36000 CHATEAUROUX

A Orléans, le 29/03/2024,

ATTESTATION DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE REGROUPEMENT FAMILIAL

Monsieur,

Vous avez déposé le 25/10/2023 une demande de regroupement familial en faveur de :

- [REDACTED] /2005, de nationalité Bangladaise
- [REDACTED] /1981, de nationalité Bangladaise
- [REDACTED] 2012, de nationalité Bangladaise

J'ai le plaisir de vous informer que votre demande a été enregistrée le 29/03/2024, sous le n° [REDACTED], référence qui devra être rappelée dans tous vos courriers.

La présente attestation ne préjuge en rien de la suite qui sera réservée à votre demande.

Faute de réponse dans un délai de six mois, votre demande sera considérée comme rejetée par le préfet¹.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Territoriale

[REDACTED]

¹Dans cette hypothèse, vous disposerez d'un délai de 2 mois pour contester cette décision auprès de la préfecture selon les voies de recours habituelles (recours gracieux, hiérarchique ou contentieux).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant, d'opposition et de limitation du traitement de ces données, ainsi que d'un droit à la portabilité de vos données. Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données à l'adresse suivante : OFII, Délégué à la protection des données, 44 rue Bague, 75 015 PARIS. Courriel : dpo@ofii.fr

CONSIGNES DE L'ENQUÊTRICE POUR LA VISITE DE VOTRE LOGEMENT

1/ Votre présence physique est nécessaire ; vous pouvez être accompagné d'une personne si vous avez des difficultés pour comprendre le français

2 /Lors de la visite, merci de fournir les originaux papiers suivants **dans l'ordre** :

- La carte de séjour ;
 - Le contrat de travail (CDD ou CDI) ou extrait Kbis ;
 - **Les justificatifs de toutes les ressources et revenus du foyer à partir du mois de MARS 2023 jusqu'au mois de FEVRIER 2024** (fiches de paie, retraite, Assédic, Pôle Emploi, RSA, CPAM, AAH, pension d'invalidité, loyer, revenus commerciaux, bilans pour artisans commerçants ou travailleur indépendant, justificatif comptable des revenus si profession libérale).
 - Le dernier avis d'imposition (toutes les pages recto/verso)
- Concernant les ressources, merci de préparer vos fiches dans l'ordre des mois ;
- Le bail ou contrat de location de votre logement ou justificatif de prêt immobilier et tableau d'amortissement si accédant à la propriété ou acte notarial si propriétaire ou attestation d'hébergement si logé par un tiers ;
 - Une quittance de loyer ou avis d'échéance
 - La taxe d'habitation si vous êtes depuis plus d'un an dans votre logement si vous l'avez ;
 - Une facture d'électricité mentionnant une consommation.
 - Une attestation d'assurance de votre logement de moins de trois mois

Il est important que tous ces documents soient préparés avant la visite. Aucune recherche ou tri ne sera effectué par l'enquêtrice.

3/La tranche horaire qui vous est communiquée n'est pas négociable sauf pour certaines professions (médecin, chirurgien, profession libérale avec clientèle et RDV pris à l'avance). Si un retard est observé en fin de journée (vers 19h) dans la tournée de l'enquêtrice, cette dernière vous téléphonera.

Pour vous libérer, vous pouvez présenter la première lettre officielle à votre employeur.

4/Pour confirmer le RDV, merci de fournir l'adresse **complète** où vous êtes le jour prévu (rue, ville, étage, numéro d'appartement), le code/digicode pour entrer et votre numéro de téléphone. Le tout est à transmettre **par sms au**

5/Pour vous trouver le plus rapidement possible, merci de vérifier avant la visite que votre sonnette ou que le digicode fonctionne, et que votre nom apparaît toujours sur votre sonnette/votre digicode/et votre nom sur la boîte aux lettres.

Afin de faciliter le contrôle des documents pendant la visite merci de prévoir une chaise et une table

P.S Si vos documents sont sur téléphones, tablette ou ordinateur merci de les imprimer pour la visite



OFII

OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION
ET DE L'INTÉGRATION

Direction territoriale

Dossier OFII

Orléans le 19 AVRIL 2024

36000 CHATEAUROUX

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de regroupement familial auprès de l'OFII.

Dans le cadre de l'instruction de votre demande et en application de l'article L.421-2 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), je vous informe Qu'à titre d'agent enquêteur de l'OFII, je me présenterai à votre domicile que vous avez indiqué dans votre dossier comme étant le lieu du regroupement familial, c'est-à-dire l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le 24 MAI 2024

ENTRE 9H ET 19H

(environ une heure pour

l'entretien et vérification des documents demandés VOIR LA FEUILLE CI JOINTE).

Je serai muni de ma carte de service justifiant de mon appartenance à l'OFII.

Je vous rappelle qu'il est important de confirmer votre présence.

J'attire votre attention sur le fait que votre présence est obligatoire lors de ma visite de votre logement. et vérification de toutes vos ressources.

Le jour du rendez-vous, vous devrez me présenter les documents originaux sur la liste jointe

Merci de lire la feuille ci jointe attentivement



Merci de confirmer votre présence

Le plus tôt possible par sms pour confirmer votre rdv En cas d'impossibilité totale de me recevoir expliquez brièvement. Merci de ne pas appeler ce numéro de téléphone uniquement les sms SVP

Sachez que si vous n'avez pas donné suite à 2 convocations, les conditions de logement nécessaires à la venue de votre famille seront réputées non remplies.

Vous pouvez présenter ce courrier à votre employeur, le cas échéant, afin qu'il veuille bien vous libérer aux dates et heures fixées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Formulaire du Bangladesh n°1601 (formulaire 'GHA')

Duplicata, date de délivrance de la copie : le 22/01/2023



Copie certifiée conforme pour l'épouse/époux

[REDACTED] (ACTE DE MARIAGE)

L'article 27(1) (ka)

(Copie d'acte de mariage conforme à l'article 28 (1) (Ka) de la Loi sur les mariages et divorces musulmans de 2009)

Mariage n°59, Volume n°01, Page n° 59/2, Année : 2002, date : 14/09/2002

Tampon rond d'enregistreur des mariages & des divorces (Kazi), Commune de [REDACTED]
n°5, C [REDACTED] Bangladesh.

1) Lieu du mariage, avec mention de l'arrondissement, de la commune, du canton et du district : Bureau de enregistreur des mariages, commune de [REDACTED] Sylhet.

2) Nom de l'époux, nom de son père et adresse : [REDACTED], fils de M [REDACTED]
dist : [REDACTED]

3) Age de l'époux : né le [REDACTED] 1/1970.

4) Nom de l'épouse, nom de son père et adresse : [REDACTED]
[REDACTED]

5) Situation de l'épouse, célibataire, veuve ou divorcée : célibataire

6) Age de l'épouse : née le [REDACTED] 1981.

7) Nom, nom du père et adresse de l'avocat engagé par l'épouse : [REDACTED]
[REDACTED]

8) Nom, nom du père et adresse, ainsi que relation avec l'épouse, des témoins de l'engagement d'un avocat par l'épouse : 1 [REDACTED]
[REDACTED]
2. [REDACTED]
[REDACTED]

9) Nom, nom du père et adresse de l'avocat engagé par l'époux : Néant.

10) Nom, nom du père et adresse des témoins de l'engagement d'un avocat par l'époux : Néant.

11) Nom, nom du père et adresse des témoins du mariage : [REDACTED]
[REDACTED]

12) Date à laquelle le mariage a été contracté : [REDACTED]

13) Montant de la dot : [REDACTED]

14) Montant versé avant et après le mariage : avant : [REDACTED]

seulement, après : [REDACTED] seulement, après : [REDACTED]

[REDACTED] seulement.

15) Versement d'une partie de la dot au moment du mariage ; montant [REDACTED]

[REDACTED] par ornement doré.

16) Détail des éléments du contrat de mariage concernant la dot : Néant.

17) Conditions particulières : Selon quatre condition Mohammadia et Selon les conditions de cabine en vigueur du gouvernement du Bangladesh

18) L'époux a-t-il autorisé l'épouse à divorcer ? Si oui, à quelles conditions : Selon le colonne n°17.

19) Le droit de l'époux au divorce a-t-il subi des limitations : Non.

20) Des éléments ont-ils été enregistrés au moment du mariage au sujet de la dot ? Si oui, brefrésumé : Néant.

21) L'époux est-il déjà marié, si oui, a-il obtenu l'autorisation de se remarier auprès du conseil d'arbitrage conformément à l'ordonnance sur le mariage musulman de 1961 : Non autre femme.

22) Y a-t-il des indications particulières au sujet d'un autre mariage de l'époux : Néant.

23) Nom, nom du père et adresse de la personne ayant présidé au mariage : [REDACTED]

24) Date de l'enregistrement du mariage : le 1 [REDACTED]

25) Paiement des droits : [REDACTED]

Signatures des époux, de l'avocat de l'épouse, des témoins de l'engagement d'un avocat par l'épouse, des témoins du mariage, de l'officier d'état-civil ayant présidé au mariage, de l'enregistreur des mariages musulmans, nom d'enregistreur des mariages musulmans et kazi :
Signature : illisible, [REDACTED]

[REDACTED], Bangladesh.

Document attesté par le Notaire Public et avocat [REDACTED]

Attesté par [REDACTED] secrétaire adjoint au ministère de la Justice et des affaires parlementaires, le 01/02/2022.

Document authentifié par le ministère bangladais des Affaires Etrangères, à Dhaka, le 02/02/2023, signé [REDACTED] n° B-077

Je soussigné, expert judiciaire assermenté auprès de la Cour d'Appel de Paris, certifie que la traduction qui précède est conforme à l'original en langue bengali, visé par moi ne varietur sous le n° 2302286

Faite à Paris, le 21 février 202

[REDACTED]

2007-2008-09

22/05/2015

© 2000 Blackwell Science Ltd

www.elsevier.com/locate/jmb

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

20/03/2014

WILEY

Keywords: child sexual abuse; disclosure; social support

1998-1999 1999-2000

www.kluweronline.nl

सूचक-६ अनामक (निवास) विविधता: २००५-०६ विधि ३८(१) (क) अनुसूची विधि का प्रयोग

परिचय: कृषि, वन्य जीवों का संरक्षण और पर्यावरण के साथ जीवों के बीच के संबंधों को समझना।

काठमाडौं, १० चैत्र २०७३

[illegible]

電話 03-5672-940 代

[illegible]

विद्यया ऽपि न विमुक्तः स्यात् ॥ १० ॥

पुनः कार्य दिनांक ०३/०३/२०१८ ई.

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय ।
ये निज-बलवान् ब्रह्म-धैर्यीन् भारं हृत्पद्म-प्रभवान्
उपाश्रित्या-साधनानि लभन्ति । तेषां-विनाशः

[illegible]

1. (क) यदि \vec{a} और \vec{b} निम्न-प्रमाण में दो वेक्टर हों तो $\vec{a} \times \vec{b}$ का मान ज्ञात करें।
 (क) $\vec{a} = 2\hat{i} + 3\hat{j} + 4\hat{k}$ और $\vec{b} = \hat{i} + 2\hat{j} + 3\hat{k}$ ।
 (ख) $\vec{a} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ और $\vec{b} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ ।
 (ग) $\vec{a} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ और $\vec{b} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ ।
 (घ) $\vec{a} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ और $\vec{b} = \hat{i} + \hat{j} + \hat{k}$ ।

आ विद्या योनिः सर्वभूतानां कर्माणां तन्मया संश्रिता ।

இந்த மாதம் 10 நாட்களுக்கும் மேலாக இலங்கை நிர்வாகம் காலாண்டு அறிக்கையை

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

10/24/07 13:02:23

www.bzo238

विषय-सूची, आकाशवाणी विभाग-सूचक, सारांश, भाग १, संपादक-विश्वनाथ

[illegible]

विश्वामित्रादिभिः लिखितं त्रिपुरासुरविध्वंसकं महाभारतं, एवं सप्तमं
पुस्तकं रचयितुं सद्यः यत्नः, अस्माकं आचार्यगणैः प्रोत्साहितः
आचार्यगणैः लिखितं २२/०२/२०१३ ई.

किताब नं० ३४००४ ३/- विक्रय मूल्य: पचास पैसे मात्र

© 2013 Pearson Education, Inc. All rights reserved. Printed in the United States of America. This book is published by Pearson Education, Inc., 501 Boylston Street, Boston, MA 02116, USA. ISBN: 978-0-321-70282-2. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage or retrieval system, without prior written permission from Pearson Education, Inc.

2. Explain the importance of the following factors in the development of a country.

[illegible]

११. सुभाषचन्द्र बोस : १९०६-१९६७, भारतीय स्वतंत्रता के लिए सक्रिय नेता।
भारतीय राष्ट्रीय कांग्रेस के प्रमुख नेता।

2000

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Inc.

THESE RESULTS ARE IN ACCORD WITH THE FINDINGS OF OTHER STUDIES THAT HAVE SHOWN THAT THE USE OF A SINGLE-STEP PROCESS IS MORE EFFECTIVE THAN A TWO-STEP PROCESS IN IMPROVING STUDENT PERFORMANCE.

[illegible]

47130 129

1952

[illegible]

201. $\log_{10} 2 \approx 0.3010$, $\log_{10} 3 \approx 0.4771$, $\log_{10} 5 \approx 0.6990$, $\log_{10} 7 \approx 0.8451$, $\log_{10} 11 \approx 1.0414$, $\log_{10} 13 \approx 1.1139$, $\log_{10} 17 \approx 1.2304$, $\log_{10} 19 \approx 1.2791$, $\log_{10} 23 \approx 1.3617$, $\log_{10} 29 \approx 1.4624$, $\log_{10} 31 \approx 1.4914$, $\log_{10} 37 \approx 1.5682$, $\log_{10} 41 \approx 1.6128$, $\log_{10} 43 \approx 1.6335$, $\log_{10} 47 \approx 1.6721$, $\log_{10} 53 \approx 1.7243$, $\log_{10} 59 \approx 1.7709$, $\log_{10} 61 \approx 1.7853$, $\log_{10} 67 \approx 1.8261$, $\log_{10} 71 \approx 1.8513$, $\log_{10} 73 \approx 1.8633$, $\log_{10} 79 \approx 1.8970$, $\log_{10} 83 \approx 1.9191$, $\log_{10} 89 \approx 1.9494$, $\log_{10} 97 \approx 1.9868$.

DATE OF THE REPORT

संख्या : एम०एम०एस०-३५२७४

जाने/सालाज (संस्था)

सर्वोच्च न्यायालय, दिल्ली

१. १०० (१००) १०० (१००)
 २. १०० (१००) १०० (१००)
 ३. १०० (१००) १०० (१००)

John/Johnathan/Johnnie

1974/2000 40000 20000

© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 103–110

[illegible]

© 2000 Blackwell Science Ltd

महाराष्ट्र राज्य विधानसभा, मुंबई

1997-1998

AUTHENTICATED BY ME

1991-2001, 2003-2004, 2006-2007

100

15

SL No: 03 Date 23.01.23

"GIVING & TAKING DOWRY IS PUNISHABLE OFFENCE"

m No. 1601 (Form 'Gha')

MARRIAGE NO. 59

VOLUME NO. 01

PAGE NO. 59/2

YEAR: 2002 A.D., DATE: 14/09/2002 A.D.

Attested True Copy
For Bride/Bridegroom



NIKAHNAMA

[See Rules 27(1)(Ka)]

Marriage in accordance with Rules 28(1) (Ka) of act 2009, Muslim Marriage & Divorce (Registration).

Ward, Town/Union, Tahsil/P.S./Upazilla and District in which the Marriage took place.

Bridegroom and his parents name with their respective residence:

Bridegroom:

the bride and her parents name with their residence.

bride is a maiden, a widow or a divorce. **MAIDEN.**

Wakil:

Wakil, if any, appointed by the bride, his parents name and his residence.

the witnesses to the appointment of the bride's Wakil with their parents names, their relationship with bride:

Wakil, if any, appointed by the bridegroom, his father's name and his residence:

the witness to the appointment of the bridegroom's wakil with their father's name and relationship.

witnesses to the marriage, their parents name and their residence:

Dower:

the dower is Muijaj (prompt) and how much Mu-wajjal (Deferred)?

portion of the dower was paid at the time of marriage, if so how much?

YES, DELEGATED. IN CASE OF VIOLATION ANY CONDITIONS OF COLUMN NO. 17

NOT CURTAILED

NO ANOTHER LIFE

MR. JOHN HADIR, 5-D, 14TH FLOOR, ALL



SEPTUAGINTA: A HISTORY OF THE TRANSLATION

02791248-0000000000000000

7. *Journal of Management Education* 34(10):1103-1116

UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE

2541 HD 5135 (DDTH)

Source: Authors' calculations.

14/09/2005

Spring 1992 and Fall of the 1991-1992

[illegible][illegible]



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ATTESTATION DE RENOUVELLEMENT RÉGIONAL
D'UNE DEMANDE DE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL

le 24/12/2024

Expéditeur :

Guichet internet grand public
GRAND PUBLIC

Destinataire :

75018 PARIS



Numéro de votre demande de logement social : [REDACTED]

Date de dépôt initial : 25/10/2021

Date de dernier renouvellement : [REDACTED]

Madame, Monsieur,

Vous avez renouvelé votre demande de logement social locatif le 10 septembre 2024.

Le numéro de votre demande de logement social est le [REDACTED]

Ce document prouve que vous avez renouvelé votre demande.

Il prouve aussi la date de dépôt initial de votre demande.

Cette date de dépôt initial permet de calculer l'ancienneté de votre demande, c'est-à-dire depuis combien de temps vous avez fait votre demande.

Si vous renouvelez votre demande tous les ans, vous gardez l'ancienneté de votre demande.

Changement de situation :

Vous devez signaler tout changement de la situation déclarée dans la demande.

Par exemple, un mariage, un décès, la naissance d'un enfant.

Pour signaler votre changement de situation :

- connectez-vous sur notre site www.demande-logement-social.gouv.fr,
- ou envoyez un courrier à un service enregistreur,
- ou déplacez vous au guichet

Vous pouvez trouver la liste des guichets sur notre site www.demande-logement-social.gouv.fr en cliquant sur le lien « Comment ça marche ? » puis sur le lien « Aide en guichet ».

Les informations figurant sur votre demande font l'objet d'un traitement informatisé. Conformément à l'article 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder à tout moment aux informations vous concernant et les rectifier auprès du service qui a enregistré la demande. Ces informations seront accessibles aux bailleurs sociaux, services, collectivités territoriales et autres réservataires de logements mentionnés à l'article R.441-2-6 du code de la construction et de l'habitation.

Durée de validité de la demande :

Votre demande est valable un an.

Vous devez la renouveler chaque année avant la date anniversaire du dépôt initial, sinon la demande est radiée, c'est-à-dire annulée.

Renouvellement de la demande :

Vous recevrez un avertissement par SMS, par mail ou par courrier, un mois au moins avant la date anniversaire du dépôt de votre demande de logement social.

Cet avertissement, appelé aussi « préavis », vous indique que vous devez renouveler votre demande.

Mettez à jour les informations qui sont dans votre demande si cela est nécessaire.

Pour cela vous avez 2 options :

Option 1 :

- Connectez-vous à notre site www.demande-logement-social.gouv.fr, en cliquant sur « je gère ma demande »
- Vous aurez besoin du numéro de votre demande de logement social [REDACTED]

Vous pouvez télécharger votre attestation de renouvellement sur le site internet après avoir prolongé votre demande.

Conservez bien cette attestation de renouvellement, elle est importante.

Option 2 :

Envoyez ou apportez votre formulaire Cerfa complètement rempli à un guichet de votre département, ou de votre région si vous demandez un logement en Île-de-France. Vous pouvez trouver la liste des guichets sur notre site www.demande-logement-social.gouv.fr en cliquant sur le lien « Comment ça marche ? » puis sur le lien « Aide en guichet ».

Vous recevrez votre attestation de renouvellement par courrier.

Conservez bien cette attestation de renouvellement, elle est importante.

Si vous ne renouvelez pas votre demande avant la date anniversaire du dépôt initial, votre demande sera radiée c'est-à-dire annulée.

Les motifs de radiation de votre demande de logement social :

- si vous ne renouvelez pas votre demande avant la date anniversaire du dépôt initial ;
- si vous signez un bail pour un logement social ;
- si vous ne répondez pas à un courrier envoyé à l'adresse que vous avez indiquée dans le formulaire ;
- si vous renoncez par écrit à votre demande ;
- si votre demande ne correspond pas aux conditions d'accès au logement social, par exemple si vos revenus sont trop importants ;

Si votre demande est radiée, vous pouvez faire une nouvelle demande.

Dossier :

Quand nos services vont étudier votre demande de logement social, ils vous demanderont des documents appelés pièces justificatives.

Ces documents permettent de vérifier que les informations que vous avez fournies sont exactes.

Vous pouvez consulter la liste des pièces justificatives qui peuvent vous être demandées à la fin de cette attestation.

Liste des bailleurs :

Pour votre information, la liste des bailleurs sociaux ayant des logements dans les communes que vous avez demandées est jointe en annexe.

Information concernant le recours DALO :

Ce document prouve l'enregistrement de votre demande de logement social et sa date.

Si l'on ne vous a pas proposé un logement adapté à vos besoins dans un délai dit « anormalement long » vous pouvez faire un recours DALO.

Le délai anormalement long varie selon les départements.

Dans un même département il peut y avoir plusieurs délais anormalement longs selon :

- le type de logement demandé
- la zone géographique demandée

Vous avez choisi en priorité la commune de 93100 : Montreuil

Pour cette commune, le délai est de 36 mois à partir de la date de dépôt de votre demande.

Vous pourrez donc éventuellement faire un recours DALO à partir du 25/10/2024.

Pour cela vous devez contacter la commission de médiation DALO.

L'adresse de la commission de médiation DALO est :

COMED Seine St Denis-secrétariat
93000 BOBIGNY

Vous pouvez aussi contacter la commission de médiation sans attendre la fin du délai anormalement long dans les cas suivants :

- si vous n'avez pas de logement,
- si vous êtes menacé d'expulsion sans relogement,
- si vous êtes hébergé ou logé provisoirement dans un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale,
- si vous êtes logé dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux,
- si vous êtes logé dans un local manifestement sur-occupé ou non décent et si vous avez au moins un enfant mineur ou une personne handicapée à charge ou si vous présentez vous-même un handicap (article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation).

Vous devez avoir enregistré une demande ou un renouvellement de demande de logement et avoir son numéro.

Si vous n'avez pas fait ou renouvelé de demande de logement vous devez expliquer pourquoi.

ATTENTION :

Quand vous effectuez un recours devant la commission de médiation DALO, la commission de médiation décide si votre situation est prioritaire et urgente ou si elle ne l'est pas.

Dans tous les cas vous devez quand même renouveler votre demande de logement social tous les ans.

Si vous faites une demande de logement auprès du 1% patronal, appelé Action Logement, ou auprès de communes vous devez indiquer votre numéro de demande de logement social lors de vos démarches.

LISTE DES INFORMATIONS SAISIES SUR VOTRE DEMANDE

Synthèse de la demande :

- Numéro unique : [REDACTED]
- Date de dépôt de la demande : [REDACTED] 2021
- Date de naissance du demandeur : [REDACTED] 1970
- Demande de logement reconnue DALO : Non

Vos coordonnées actuelles :

- Nom du demandeur : [REDACTED]
- Adresse postale de votre logement actuel :
[REDACTED]
36000 CHATEAUROUX
- Contacts téléphoniques :
Portable : [REDACTED]
- Adresse mél : [REDACTED]

Liste des codemandeurs :

Liste des colocataires :

Ressources et revenus du foyer :

- Total des ressources mensuelles : 1563 Euros
- Total des revenus : Année 2023 : 16780 Euros Année 2022 : 17000 Euros

Votre situation :

- Logement éloigné du lieu de travail
- Rapprochement familial
- Changement du lieu de travail
- Locataire ou sous-locataire d'un logement privé

Informations concernant le logement recherché :

- Nombre de personnes du foyer : 1
- Présence de personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie ayant besoin d'un logement adapté : Non
- Types de logement recherchés : 2
- Communes souhaitées :

93100 : Montreuil

75018 : Paris 18e Arrondissement

75010 : Paris 10e Arrondissement

93300 : Aubervilliers

92500 : Rueil-Malmaison

75019 : Paris 19e Arrondissement

93120 : La Courneuve

Liste des pièces justificatives fournies :

- Identité du demandeur : 1 pièce(s) de cette catégorie présente(s)
- Revenu fiscal : 4 pièce(s) de cette catégorie présente(s)
- Situation professionnelle : 2 pièce(s) de cette catégorie présente(s)
- Ressources mensuelles : 1 pièce(s) de cette catégorie présente(s)

- *Documents internes : 1 pièce(s) de cette catégorie présente(s)*
- *Situation : 2 pièce(s) de cette catégorie présente(s)*

LISTE DES BAILLEURS DISPOSANT DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS LA OU LES COMMUNES DEMANDEES

• Paris 18^e Arrondissement :

1001 VIES HABITAT ; ALTERNA ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; DOMNIS ; ELOGIE ;
EMMAUS HABITAT ; FRANCE EURO HABITAT ; PARIS HABITAT OPH ; RATP HABITAT ; REGIE
IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS - RVP ; REHABAIL ; S.A. ANTIN RESIDENCES ; S.A. AXIMO
HLM REUNIES ; S.A. BATIGERE ILE DE FRANCE ; S.A. ERILIA ; S.A. HABITAT SOCIAL FRANCAIS
; SA HLM LOGIREP ; SA HLM LOGIREP ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A. LA SABLIERE ; S.A.
L'HABITATION CONFORTABLE ; S.A. RESIDENCES LE LOGT DES FONCTIONNAIRES ; S.A. TOIT
ET JOIE ; S.E.M. CDC Habitat ; SEGENS S.A. D'HLM ; SNL - PROLOGUES ;

• Montreuil :

1001 VIES HABITAT ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; EMMAUS HABITAT ; ERIGERE ; EST
ENSEMBLE HABITAT ; FRANCE EURO HABITAT ; IDF HABITAT ; LOGEO HABITAT ; RATP
HABITAT ; REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS - RVP ; Résidences Sociales de France ;
S.A. ANTIN RESIDENCES ; S.A. HABITAT SOCIAL FRANCAIS ; SA HLM INTERPROFESSIONNELLE
REGION PARIS - HLM IRP ; SA HLM LOGIREP ; SA HLM LOGIREP ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A.
RESIDENCES LE LOGT DES FONCTIONNAIRES ; S.A. VILOGIA ; S.C.I.C. HABITATS SOLIDAIRES ;
S.E.M. CDC Habitat ; SEGENS S.A. D'HLM ; VALOPHIS LA CHAUMIERE DE L'ILE DE FRANCE ;

• Paris 10^e Arrondissement :

1001 VIES HABITAT ; ALTERNA ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; DOMNIS ; ELOGIE ;
EMMAUS HABITAT ; ERIGERE ; FRANCE EURO HABITAT ; PARIS HABITAT OPH ; REGIE
IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS - RVP ; REHABAIL ; S.A. AXIMO HLM REUNIES ; S.A.
BATIGERE ILE DE FRANCE ; S.A. ERILIA ; S.A. HABITAT SOCIAL FRANCAIS ; SA HLM LOGIREP
; SA HLM LOGIREP ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A. LA SABLIERE ; S.A. TOIT ET JOIE ; S.A.
VILOGIA ; S.E.M. CDC Habitat ; SEGENS S.A. D'HLM ; SNL - PROLOGUES ;

• Aubervilliers :

1001 VIES HABITAT ; ADCMA ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; ERIGERE ; FRANCE EURO
HABITAT ; O.P.H. D'AUBERVILLIERS ; O.P.H. DE LA SEINE ST DENIS ; REGIE IMMOBILIERE DE
LA VILLE DE PARIS - RVP ; S.A. ANTIN RESIDENCES ; S.A. BATIGERE ILE DE FRANCE ; S.A.
CLESENCE ; SA HLM INTERPROFESSIONNELLE REGION PARIS - HLM IRP ; SA HLM LOGIREP
; SA HLM LOGIREP ; S.A. IMMOB. DU MOULIN VERT - SAIMV ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A.
VILOGIA ; S.C.I.C. HABITATS SOLIDAIRES ; SEGENS S.A. D'HLM ;

• Rueil-Malmaison :

1001 VIES HABITAT ; BATIGERE HABITAT ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; ERIGERE ;
HAUTS-DE-SEINE HABITAT - OPH ; S.A. BATIGERE ILE DE FRANCE ; SA HLM LOGIREP ; SA
HLM LOGIREP ; S.A. LE M. MOULIN A VENT RUEIL-VALMAISON ; S.A. IMMOB. DU MOULIN VERT -
SAIMV ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A. LA SABLIERE ; S.A. TOIT ET JOIE ; S.E.M. CDC Habitat
; SEGENS S.A. D'HLM ;

• Paris 19^e Arrondissement :

1001 VIES HABITAT ; ALTERNA ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; DOMNIS ; ELOGIE ; EMMAUS
HABITAT ; ERIGERE ; FRANCE EURO HABITAT ; PARIS HABITAT OPH ; RATP HABITAT ; REGIE
IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS - RVP ; REHABAIL ; S.A. ANTIN RESIDENCES ; S.A. AXIMO
HLM REUNIES ; S.A. BATIGERE ILE DE FRANCE ; S.A. ESPACIL HABITAT ; S.A. HABITAT SOCIAL
FRANCAIS ; SA HLM INTERPROFESSIONNELLE REGION PARIS - HLM IRP ; SA HLM LOGIREP ; SA
HLM LOGIREP ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A. LA SABLIERE ; S.A. L'HABITATION CONFORTABLE
; S.A. RESIDENCES LE LOGT DES FONCTIONNAIRES ; S.A. TOIT ET JOIE ; S.C.I.C. HABITATS
SOLIDAIRES ; S.E.M. CDC Habitat ; SEGENS S.A. D'HLM ; SNL - PROLOGUES ;

• La Courneuve :

1001 VIES HABITAT ; CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. ; FRANCE EURO HABITAT ; O.P.H.
COMMUNAUTAIRE PLAINE COMMUNE ; O.P.H. DE LA SEINE ST DENIS ; REGIE IMMOBILIERE DE
LA VILLE DE PARIS - RVP ; S.A. ANTIN RESIDENCES ; S.A. BATIGERE ILE DE FRANCE ; S.A.
ESPACIL HABITAT ; SA HLM INTERPROFESSIONNELLE REGION PARIS - HLM IRP ; S.A. IMMOB.
DU MOULIN VERT - SAIMV ; S.A. IMMOBILIERE 3 F ; S.A. LA SABLIERE ; S.A. TOIT ET JOIE ;
S.A. VILOGIA ; S.C.I.C. HABITATS SOLIDAIRES ; SEGENS S.A. D'HLM ;

FRA TITRE DE SÉJOUR

NOM Prénoms / SURNAMES Forenames

SEXE / SEX NATIONALITÉ / NAT. DATE DE NAISSANCE / BIRTH DATE
M BGD 1970

CAT. DU TITRE / TYPE OF PERMIT VALABLE JUSQU'AU / VALID UNTIL
CARTE DE SEJOUR 06 12 2027
PLURIANNUELLE

NUMÉRO PERSONNEL / PERSONAL NUMBER

RESIDENCE PERMIT

OBSERVATIONS / REMARKS
SALARIE: COUTURIER
ZONE: TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE

DATE ET LIEU DE DÉLIVRANCE / DATE AND PLACE OF ISSUE
07 12 2023 INDRE

LIEU DE NAISSANCE / PLACE OF BIRTH
SYLHET (BGD)

ADRESSE / ADDRESS

RF





**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

commission de médiation du droit au logement opposable



75018 PARIS

BOBIGNY, le 30 janvier 2025

**DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)**

Monsieur,

Vous avez adressé à la commission de médiation un recours en vue d'une offre de logement.

Ce recours a été reçu par le secrétariat de la commission le 30/12/2024 et enregistré sous le numéro : 0 [REDACTED]. (Ce numéro doit figurer dans tout courrier adressé à la commission).

Toutefois, ce recours ne peut être instruit par le secrétariat de la commission en raison du caractère incomplet du dossier.

Les pièces obligatoires suivantes sont manquantes :

- Justificatif de l'acceptation de la demande de regroupement familial
- Copie recto-verso d'une pièce d'identité pour chacune des personnes à loger (épouse et enfants majeurs)
- Copie de votre livret de famille ou des actes de naissance de vos enfants
- Copie des pièces justificatives de vos ressources mensuelles et de celles des personnes de votre foyer (de ces trois derniers mois)

- Par ailleurs, afin de mieux instruire votre dossier, nous aurions besoin des documents suivants :
- Tout élément sur le caractère inadapté du logement aux besoins et capacités (trois dernières quittances de loyer ...)

- Par ailleurs, merci de nous envoyer les visas de votre épouse et de vos enfants majeurs dès qu'ils seront arrivés en France.

Je vous invite donc à fournir les pièces demandées et à retourner ces éléments à l'adresse mentionnée dans le pied de page avant le 02/03/2025.

Jusqu'à la réception des pièces demandées et au plus tard jusqu'au 02/03/2025, le délai d'instruction est suspendu.

En l'absence de réponse de votre part, votre dossier sera soumis tel quel à la commission de médiation et pourra être rejeté faute d'éléments d'appréciation suffisants.

Le délai de trois mois dont dispose la commission pour se prononcer sur votre dossier recommencera à courir à la réception des pièces demandées et au plus tard le 02/03/2025. Si, passé ce délai, la commission n'a pas pris de décision, vous devrez considérer votre recours comme rejeté (décision implicite de rejet).

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.

Vous pourrez alors faire un recours en annulation de cette décision auprès du tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois.

La juridiction compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature :

La vice-présidente de la commission

A solid black rectangular box used to redact the signature of the vice-president of the commission.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.

MONSIEUR,

Vous avez adressé à la commission de médiation un recours en vue d'une offre de logement.

Votre dossier est incomplet, vous pouvez récupérer le document en utilisant le lien ci-dessous

Pièce jointe : [pièce à télécharger](#)

Veillez agréer, MONSIEUR, l'assurance de ma considération distinguée.



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

commission de médiation du droit au logement opposable

[REDACTED]
75018 PARIS

BOBIGNY, le 30 janvier 2025

**DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE
(Loi n°2007-290 du 5 mars 2007)**

Monsieur,

Vous avez adressé à la commission de médiation un recours en vue d'une offre de logement.

Ce recours a été reçu par le secrétariat de la commission le 30/12/2024 et enregistré sous le numéro : [REDACTED] (Ce numéro doit figurer dans tout courrier adressé à la commission).

Toutefois, ce recours ne peut être instruit par le secrétariat de la commission en raison du caractère incomplet du dossier.

Les pièces obligatoires suivantes sont manquantes :

- Justificatif de l'acceptation de la demande de regroupement familial
- Copie recto-verso d'une pièce d'identité pour chacune des personnes à loger (épouse et enfants majeurs)
- Copie de votre livret de famille ou des actes de naissance de vos enfants
- Copie des pièces justificatives de vos ressources mensuelles et de celles des personnes de votre foyer (de ces trois derniers mois)

- Par ailleurs, afin de mieux instruire votre dossier, nous aurions besoin des documents suivants :
- Tout élément sur le caractère inadapté du logement aux besoins et capacités (trois dernières quittances de loyer ...)

- Par ailleurs, merci de nous envoyer les visas de votre épouse et de vos enfants majeurs dès qu'ils seront arrivés en France.

Je vous invite donc à fournir les pièces demandées et à retourner ces éléments à l'adresse mentionnée dans le pied de page avant le 02/03/2025.

Jusqu'à la réception des pièces demandées et au plus tard jusqu'au 02/03/2025, le délai d'instruction est suspendu.

En l'absence de réponse de votre part, votre dossier sera soumis tel quel à la commission de médiation et pourra être rejeté faute d'éléments d'appréciation suffisants.

Le délai de trois mois dont dispose la commission pour se prononcer sur votre dossier recommencera à courir à la réception des pièces demandées et au plus tard le 02/03/2025. Si, passé ce délai, la commission n'a pas pris de décision, vous devrez considérer votre recours comme rejeté (décision implicite de rejet).

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.

commission de médiation DALO
de Seine-Saint-Denis
TSA30029
93736 BOBIGNY cedex 9

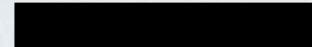
de Seine-Saint-Denis
Téléphone : 0177454545

Vous pourrez alors faire un recours en annulation de cette décision auprès du tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois.
La juridiction compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature :

La vice-présidente de la commission



La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exercent auprès du secrétariat des commissions départementales de médiation où la demande a été déposée.

commission de médiation DALO
de Seine-Saint-Denis
TSA30029
93736 BOBIGNY cedex 9

de Seine-Saint-Denis
Téléphone : 0177454545



Direction Territoriale de Orléans
4 rue de Patay
45000 Orléans
Bureau RF
02 38 52 00 34

36000 CHATEAUROUX

A Orléans, le 29/03/2024,

ATTESTATION DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE REGROUPEMENT FAMILIAL

Monsieur,

Vous avez déposé le [REDACTED]/2023 une demande de regroupement familial en faveur de :

- [REDACTED] de nationalité Bangladaise
- [REDACTED] de nationalité Bangladaise
- [REDACTED] de nationalité Bangladaise

J'ai le plaisir de vous informer que votre demande a été enregistrée le [REDACTED]/2024, sous le n° [REDACTED] référence qui devra être rappelée dans tous vos courriers.

La présente attestation ne préjuge en rien de la suite qui sera réservée à votre demande.

Faute de réponse dans un délai de six mois, votre demande sera considérée comme rejetée par le préfet¹.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Territoriale

¹Dans cette hypothèse, vous disposerez d'un délai de 2 mois pour contester cette décision auprès de la préfecture selon les voies de recours habituelles (recours gracieux, hiérarchique ou contentieux).



OFII

OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION
ET DE L'INTÉGRATION

CONSIGNES DE L'ENQUÊTRICE POUR LA VISITE DE VOTRE LOGEMENT

1/ Votre présence physique est nécessaire ; vous pouvez être accompagné d'une personne si vous avez des difficultés pour comprendre le français

2/ Lors de la visite, merci de fournir les originaux papiers suivants dans l'ordre :

- La carte de séjour ;
 - Le contrat de travail (CDD ou CDI) ou extrait Kbis ;
 - **Les justificatifs de toutes les ressources et revenus du foyer à partir du mois de MARS 2023 jusqu'au mois de FEVRIER 2024** (fiches de paie, retraite, Assédic, Pôle Emploi, RSA, CPAM, AAH, pension d'invalidité, loyer, revenus commerciaux, bilans pour artisans commerçants ou travailleur indépendant, justificatif comptable des revenus si profession libérale).
 - Le dernier avis d'imposition (toutes les pages recto/verso)
- Concernant les ressources, merci de préparer vos fiches dans l'ordre des mois ;
- Le bail ou contrat de location de votre logement ou justificatif de prêt immobilier et tableau d'amortissement si accédant à la propriété ou acte notarial si propriétaire ou attestation d'hébergement si logé par un tiers ;
 - Une quittance de loyer ou avis d'échéance
 - La taxe d'habitation si vous êtes depuis plus d'un an dans votre logement si vous l'avez ;
 - Une facture d'électricité mentionnant une consommation.
 - Une attestation d'assurance de votre logement de moins de trois mois

Il est important que tous ces documents soient préparés avant la visite. Aucune recherche ou tri ne sera effectué par l'enquêtrice.

3/ La tranche horaire qui vous est communiquée n'est pas négociable sauf pour certaines professions (médecin, chirurgien, profession libérale avec clientèle et RDV pris à l'avance). Si un retard est observé en fin de journée (vers 19h) dans la tournée de l'enquêtrice, cette dernière vous téléphonera.

Pour vous libérer, vous pouvez présenter la première lettre officielle à votre employeur.

4/ Pour confirmer le RDV, merci de fournir l'adresse **complète** où vous êtes le jour prévu (rue, ville, étage, numéro d'appartement), le code/digicode pour entrer et votre numéro de téléphone. Le tout est à transmettre **par sms au 0698146795**

5/ Pour vous trouver le plus rapidement possible, merci de vérifier avant la visite que votre sonnette ou que le digicode fonctionne, et que votre nom apparaît toujours sur votre sonnette/votre digicode/et votre nom sur la boîte aux lettres.

Afin de faciliter le contrôle des documents pendant la visite merci de prévoir une chaise et une table

P.S Si vos documents sont sur téléphones, tablette ou ordinateur merci de les imprimer pour la visite

Orléans le 19 AVRIL 2024

[REDACTED]
36000 CHATEAUROUX

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de regroupement familial auprès de l'OFII.

Dans le cadre de l'instruction de votre demande et en application de l'article L.421-2 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), je vous informe Qu'à titre d'agent enquêteur de l'OFII, je me présenterai à votre domicile que vous avez indiqué dans votre dossier comme étant le lieu du regroupement familial, c'est-à-dire l'adresse mentionnée ci-dessus.

Le 24 MAI 2024 ENTRE 9H ET 19H (environ une heure pour l'entretien et vérification des documents demandés VOIR LA FEUILLE CI JOINTE).

Je serai muni de ma carte de service justifiant de mon appartenance à l'OFII.
Je vous rappelle qu'il est important de confirmer votre présence.

J'attire votre attention sur le fait que votre présence est obligatoire lors de ma visite de votre logement. et vérification de toutes vos ressources.
Le jour du rendez-vous, vous devrez me présenter les documents originaux sur la liste jointe

Merci de lire la feuille ci jointe attentivement ▶▶▶ ▶▶▶

Merci de confirmer votre présence

Le plus tôt possible par sms pour confirmer votre rdv 0698146795. En cas d'impossibilité totale de me recevoir expliquez brièvement. Merci de ne pas appeler ce numéro de téléphone uniquement les sms SVP

Sachez que si vous n'avez pas donné suite à 2 convocations, les conditions de logement nécessaires à la venue de votre famille seront réputées non remplies.

Vous pouvez présenter ce courrier à votre employeur, le cas échéant, afin qu'il veuille bien vous libérer aux dates et heures fixées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ সরকার

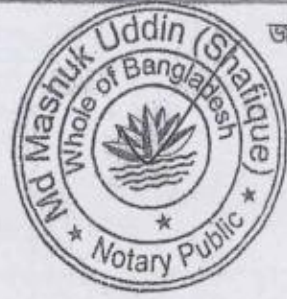
জন্ম ও মৃত্যু নিবন্ধকের কার্যালয়
উত্তর বাদেশাশা ইউনিয়ন পরিষদ

উপজেলা: গোলাপগঞ্জ
জেলা: সিলেট, বাংলাদেশ।

জন্ম নিবন্ধন সনদ

[বিবি ৯ ও ১০ ট্রষ্টব্য]

জন্ম নিবন্ধন বহি হতে উদ্ধৃত



জমনি ফরম-৩
সংশোধিত

নিবন্ধন বহি নম্বর: ৪

সনদ প্রদানের তারিখ: ১৪/০৮/২০২২

নিবন্ধনের তারিখ: ১০/১০/২০১২

জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

১	৯	৮	১	৯	১	১	৩	৮	৭	৭	০	৪	২	৭	৭	৬
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

নাম: হাজেরা বেগম

জন্ম তারিখ:

১৯ ০২ ১৯৮১

লিঙ্গ: নারী

কথায়:

উনিশ ফেব্রুয়ারী উনিশশত একাশি

সন্তানের ক্রম:

জন্মস্থান:

সিলেট

স্থায়ী ঠিকানা:

বাগলা ছালিকোনা নয়া বাজার
উত্তর বাদেশাশা, গোলাপগঞ্জ, সিলেট, সিলেট বিভাগ

পিতার নাম:

আব্দুল হান্নান

পিতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

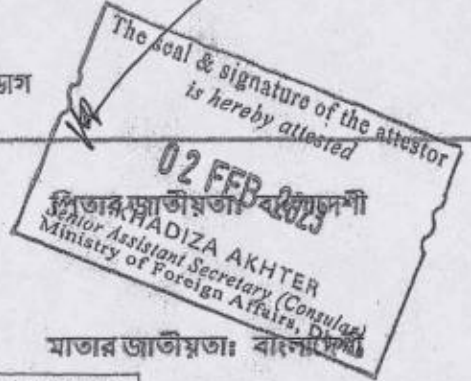
পিতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর:

মাতার নাম:

করুনা বিবি

মাতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

মাতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর:



The Seal & Signature of the Attestor
Is Hereby Verified & Attested
Md. Mizanur Rahman
Senior Assistant Secretary

01 FEB 2023

Law & Justice Division
Ministry of Law, Justice and Parliamentary Affairs
Bangladesh Secretariat, Dhaka.



নিবন্ধকের কার্যালয়, সিলেট
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

প্রস্তুতকারীর স্বাক্ষর
স্বাক্ষর
সচিব

১০ নং উত্তর বাদেশাশা ইউ/পি
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

মাচারকারীর নাম, স্বাক্ষর ও সিল
মিজানুর রহমান
সদস্য, ৪ নং ওয়ার্ড
১০ নং উত্তর বাদেশাশা ইউ/পি
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

(নিবন্ধকের স্বাক্ষর ও নামসহ সিল)
মোহাঃ জাহিদ হোসাইন
ফেরারিয়ান
১০ নং উত্তর বাদেশাশা ইউনিয়ন পরিষদ
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

AUTHENTICATED BY ME

22.01.2023

Md Mashuk Uddin (Shafique)

Notary Public

Whole of Bangladesh

Bar Hall-05, Judge's Court, Sylhet.



Government of the People's Republic of Bangladesh

Office of the Birth and Death Registrar

Uttar Badepasha Union Parishad

Upazila: Golapganj

District: Sylhet, Bangladesh

Birth Registration Certificate

[Note to rules 9 and 10]

(extracted from BR Book)



BDR Form -3

Corrected

Register No.

4

Date of Issue: 14/08/2022

Date of Registration: 10/10/2012

BR Number:

Name:

Date of Birth:

Sex: Female

In Word:

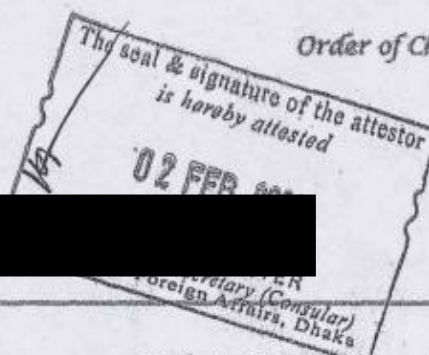
19th Feb, 1981

Place of Birth:

Sylhet

Permanent Address:

Order of Child:



Father's Name:

Father's BRN:

Father's NID:

Father's Nationality: Bangladeshi

Mother's Name:

Mother's BRN:

Mother's NID:

Mother's Nationality: Bangladeshi

République Populaire du Bangladesh Corrigé

Bureau de l'enregistrement des naissances et décès

Commune d'Uttar Badepasha

Sous-district : [REDACTED]

ACTE DE NAISSANCE

[Note aux règles 9 et 10]

(Extrait du livre des naissances)

Registre n°4

Date d'enregistrement : 10/10/2012

Date de délivrance de l'acte : 14/08/2022

N° d'enregistrement de naissance : [REDACTED]

NOM et Prénom : [REDACTED]

Date de naissance : [REDACTED] 1981 ([REDACTED] cent quatre-vingt-un)

Sexe : féminin

Rang de naissance de l'enfant:

Lieu de naissance : Sylhet

Adresse permanente : [REDACTED]

Division de Sylhet

Nom du père : [REDACTED]

Nom de la mère : [REDACTED]

Sign. ill. et tampon du maire, Md. Jahid Hussain, le 09/01/23

Commune [REDACTED]

Golapganj, Sylhet

Tampon rond de la commune [REDACTED]

Golapganj, Sylhet

Sign. ill. et tampon du secrétaire [REDACTED]

Dash, le 09/01/23

Commune [REDACTED]

Golapganj, Sylhet

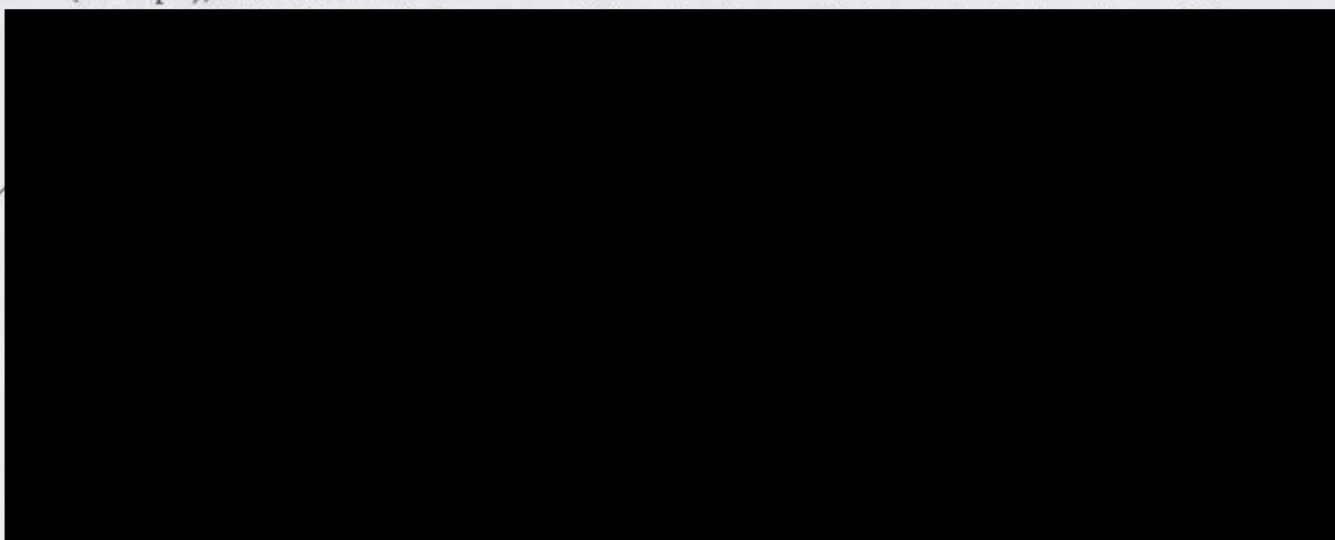
Sign. ill. et tampon du membre, circo [REDACTED]

hman, le 09/01/23

Commune [REDACTED]

Golapganj, Sylhet

Document attesté par le Notaire Public et Avocat et notaire public dans tout le pays, Cachet et tampon rond du notaire public de l'avocat. Sceau rouge du notaire public, Md. Mashuk Uddin (Shafique), le 29/01/2023



গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ সরকার

জন্ম ও মৃত্যু নিবন্ধকের কার্যালয়
উত্তর বাদেশাশা ইউনিয়ন পরিষদউপজেলা: গোলাপগঞ্জ
জেলা: সিলেট, বাংলাদেশ।

জন্ম নিবন্ধন সনদ

[বিধি ৯ ও ১০ দ্রষ্টব্য]

জন্ম নিবন্ধন বহি হতে উদ্ধৃত



জমনি ফরম-৩

সংশোধিত

নিবন্ধন বহি নম্বর: ৪

সনদ প্রদানের তারিখ: ০৭/০৮/২০২২

নিবন্ধনের তারিখ: ০৮/১২/২০১২

জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

২ ০ ১ ২ ৯ ১ ১ ৩ ৮ ৭ ৭ ০ ৪ ২ ৭ ৫ ৯

নাম: নূরে জাম্মাত নাহিমা

জন্ম তারিখ: ১৮ ০২ ২০১২

লিঙ্গ: নারী

কথায়: আঠারো ফেব্রুয়ারী দুই হাজার বার

জন্মস্থান: সিলেট

স্থায়ী ঠিকানা: গ্রাম- বাগলা, ডাক: ছালিকোনা দয়া বাজার,

উত্তর বাদেশাশা, গোলাপগঞ্জ, সিলেট, সিলেট বিভাগ

স্বাক্ষরের ক্রম:

The seal & signature of the attester
is hereby attested

02 FEB 2023

KHADIZA AKHTER
Senior Assistant Secretary (Consular)
Ministry of Foreign Affairs, Dhaka

পিতার নাম: মোহাম্মদ মতিউর রহমান

পিতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

পিতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর:

পিতার জাতীয়তা: বাংলাদেশী

মাতার নাম: মোছা: হাজেরা বেগম

মাতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

মাতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর:

Is Hereby Verified & Attested

Md. Mizanur Rahman
Senior Assistant Secretary

01 FEB 2023

Law & Justice Division
Ministry of Law, Justice and Parliamentary Affairs
Bangladesh Secretariat, Dhaka.



22.01.23

প্রস্তুতকারীর স্বাক্ষর

সুবিধা অফিসার দপ্তর

নিবন্ধকের কার্যালয়ের সিলমোহর

১০নং উত্তর বাদেশাশা ইউ/পি

গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

মাচারিকারী নাম, স্বাক্ষর ও সিল

মিজানুর রহমান

সদস্য, ৪নং ওয়ার্ড

১০নং উত্তর বাদেশাশা ইউ/পি

গোলাপগঞ্জ, সিলেট।



নিবন্ধকের স্বাক্ষর ও নামসহ সিল

স্বাক্ষর: জাহিদ হোসাইন

চেয়ারম্যান

১০নং উত্তর বাদেশাশা ইউনিয়ন পরিষদ

গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

AUTHENTICATED BY ME

22.01.2023

Md. Mashuk Uddin (Shafique)

Advocate

Notary Public

Whole of Bangladesh

Bar Hall-05, Judge's Court, Sylhet.

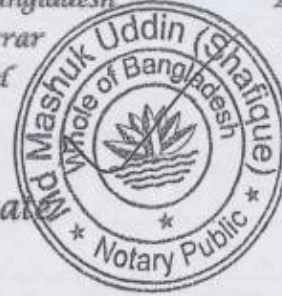
Office of the Birth and Death Registrar

Uttar Badepasha Union Parishad

Upazila: Golapganj

District: Sylhet, Bangladesh

Birth Registration Certificate

[Note to rules 9 and 10]
(extracted from BR Book)

Corrected

Register No. 4

Date of Issue: 07/08/2022

Date of Registration: 08/12/2012

BR Number:

Name:

Date of Birth:

Sex: Female

In Word: 18th Feb, 2012

Place of Birth: Sylhet

Permanent Address:

Order of Child:

Father's Name:

Father's BRN:

Father's NID:

Mother's Name:

Mother's BRN:

Mother's NID:

The seal & signature of the attester
is hereby attestedAKHTER
Assistant Secretary (Consular)
Ministry of Foreign Affairs, Dhaka
Father's Nationality: Bangladeshi

Mother's Nationality: Bangladeshi

The Seal & Signature of the Attestor
Is Hereby Verified & Attested
Md. Mizanur Rahman
Senior Assistant Secretary

01 FEB 2023

Law & Justice Division
Ministry of Law, Justice and Parliamentary Affairs
Bangladesh Secretariat, Dhaka.

Seal of Registrar Office

22.01.23

(Prepared by)
Subir Kanti Dash
SecretaryNo-10 Uttar Badepasha U/P
Golapganj, Sylhet

22.01.23

(Verified by)

Mizanur Rahman
Member, 4No Word
10No Uttar Badepasha U.P
Golapganj, Sylhet

(Signature and seal of the Registrar)

Md. Jahid Hussain
Chairman
No-10 Uttar Badepasha Union Parishad
Golapganj, Sylhet

AUTHENTICATED BY ME

Md. Mashuk Uddin (Shafique)

Advocate

Notary Public

Whole of Bangladesh

Bar Hall-05, Judge's Court, Sylhet.

République Populaire du Bangladesh Corrigé

Bureau de l'enregistrement des naissances et décès

Commune d'Uttar Badepasha

Sous-district : Golapganj, District : Sylhet, Bangladesh

ACTE DE NAISSANCE

[Note aux règles 9 et 10]

(Extrait du livre des naissances)

Registre n°4

Date d'enregistrement : 08/12/2012

Date de délivrance de l'acte : 07/08/2022

N° d'enregistrement de naissance :

NOM et Prénom :

Date de naissance : deux mille douze)

Sexe : féminin

Rang de naissance de l'enfant:

Lieu de naissance :

Adresse permanente :

Golapganj, Sylhet, Div

Nom du père :

Nom de la mère

Sign. ill. et tampon du membre, ci-joint le 22/01/23

Commune Golapganj, Sylhet

Tampon rond de la commune Golapganj, Sylhet

Sign. ill. et tampon du secrétaire le 22/01/23

Commune Golapganj, Sylhet

Sign. ill. et tampon du membre, ci-joint le 22/01/23

Commune Golapganj, Sylhet

Document attesté par le Notaire Public et Avocat et notaire public dans tout le pays, Cachet et tampon rond du notaire public de l'avocat. Sceau rouge du notaire public, Md. Mashuk Uddin (Shafique), le 29/01/2023

Attesté par Md. Mizanur Rahman, secrétaire adjoint au ministère de la justice et des affaires parlementaires, le 01/02/2023

গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ সরকার

জন্ম ও মৃত্যু নিবন্ধকের কার্যালয়
উত্তর বাদেপাশা ইউনিয়ন পরিষদ

উপজেলা: গোলাপগঞ্জ
জেলা: সিলেট, বাংলাদেশ।

জন্ম নিবন্ধন সনদ

[বিধি ৯ ও ১০ দ্রষ্টব্য]
(জন্ম নিবন্ধন বহি হতে উদ্ভূত)



জন্মনি ফরম-৩
সংশোধিত

নিবন্ধন বহি নম্বর: ৪

সনদ প্রদানের তারিখ: ০৭/০৮/২০২২

নিবন্ধনের তারিখ: ০৫/০৬/২০০৮

জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

২	০	০	৫	৯	১	১	৩	৮	৭	৭	০	৪	১	৭	২	৬
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

নাম: মোহাঃ মাতুমা ইম্মাহমিন ফারজানা

জন্ম তারিখ: ০৭/১১/২০০৫

লিঙ্গ: নারী

কথায়: সাত নভেম্বর দুই হাজার পাঁচ

জন্মস্থান: সিলেট

স্থায়ী ঠিকানা: গ্রাম- বাগলা, ডাক: ছালিকোনা দয়া বাজার,
উত্তর বাদেপাশা, গোলাপগঞ্জ, সিলেট, সিলেট বিভাগ



পিতার নাম: মোহাম্মদ মতিউর রহমান

পিতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

পিতার জাতীয়তা: বাংলাদেশী

পিতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর:

মাতার নাম: মোহাঃ হাজেরা বেগম

মাতার জন্ম নিবন্ধন নম্বর:

মাতার জাতীয়তা: বাংলাদেশী

মাতার জাতীয় পরিচয়পত্র নম্বর: The Seal & Signature of the Attestor
& Attested
Md. Mizanur Rahman
Senior Assistant Secretary

01 FEB 2023

Law & Justice Division
Ministry of Law, Justice and Parliamentary Affairs
Bangladesh Secretariat, Dhaka.



12.01.23

প্রস্তুতকারীর স্বাক্ষর
বর্তমান

নিবন্ধকের কার্যালয়ের সিলমোহর

১০ নং উত্তর বাদেপাশা ইউপি
সিলেট, সিলেট।

মাচাইকারীর নাম, স্বাক্ষর ও সিল

মিজানুর রহমান
সদস্য, ৪নং ওয়ার্ড
১০নং উত্তর বাদেপাশা ইউপি
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

22.01.23

(নিবন্ধকের স্বাক্ষর ও নামসহ সিল)

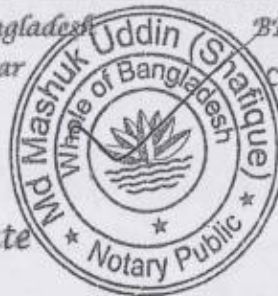
মোহাঃ আহিদ হোসাইন
চেয়ারম্যান
১০ নং উত্তর বাদেপাশা ইউনিয়ন পরিষদ
গোলাপগঞ্জ, সিলেট।

AUTHENTICATED BY ME

23.01.2023

Md Mashuk Uddin (Shafique)
Advocate
Notary Public
Whole of Bangladesh
Bar Hall-05, Judge's Court, Sylhet.

Birth Registration Certificate

[Note to rules 9 and 10]
(extracted from BR Book)

Corrected

Register No. 4

Date of Issue: 07/08/2022

Date of Registration: 05/06/2008

BR Number:

Name:

Date of Birth:

In Word: 7th Nov, 2005

Place of Birth: Sylhet

Permanent Address:

The seal & signature of the attestor
is hereby attested

Sex: Female

02 FEB 2023

Order of Child:

KHADIZA AKHTER

Senior Assistant Secretary (Consular)
Ministry of Foreign Affairs, Dhaka

Father's Name:

Father's BRN:

Father's NTD:

Father's Nationality: Bangladeshi

Mother's Name:

Mother's BRN:

Mother's NTD:

Mother's Nationality: Bangladeshi

The Seal & Signature of the Attestor
Is Hereby Verified & Attested
Md. Mizanur Rahman
Senior Assistant Secretary

01 FEB 2023

Law & Justice Division
Ministry of Law, Justice and Parliamentary Affairs
Bangladesh Secretariat, Dhaka.

Seal of Registrar Office

(Prepared by)
Subir Kanti Dash
SecretaryNo-10 Uttar Badepasha U/P
Golapganj, Sylhet

(Verified by)

Mizanur Rahman
Member, 4th Word
10 No Uttar Badepasha U.P.
Golapganj, Sylhet

(Signature and seal of the Registrar)

Md. Jahid Uddin

Chairman
Uttar Badepasha Union Parishad
Golapganj, Sylhet

AUTHENTICATED BY ME

Md Mashuk Uddin (Shafique)

Advocate

Notary Public

Whole of Bangladesh

Bar Hall-05, Judge's Court, Sylhet.

République Populaire du Bangladesh Corrigé

Bureau de l'enregistrement des naissances et décès

Commune d'Uttar Badepasha

Sous-district : Golapganj, District : Sylhet, Bangladesh

ACTE DE NAISSANCE

[Note aux règles 9 et 10]

(Extrait du livre des naissances)

Registre n°4

Date d'enregistrement : 05/06/2008

Date de délivrance de l'acte : 07/08/2022

N° d'enregistrement de naissance :

NOM et Prénom :

Date de naissance :

Sexe : féminin

Rang de naissance de l'enfant:

Lieu de naissance : Sylhet

Adresse permanente : Village :

Golapganj, Sylhet, Division de Sylhet

Nom du père :

Nom de la mère :

Sign. ill. et tampon de

22/01/23

Commune d'Uttar Badepasha

Golapganj, Sylhet

Tampon rond de la commune d'Uttar Badepasha

Golapganj, Sylhet

Sign. ill. et tampon du secrétaire

22/01/23

Commune d'Uttar Badepasha

Golapganj, Sylhet

Sign. ill. et tampon du membre, circonscription

22/01/23

Commune d'Uttar Badepasha

Golapganj, Sylhet

Document attesté par le Notaire Public et Avocat et notaire public dans tout le pays, Cachet et tampon rond du notaire public de l'avocat. Sceau rouge du notaire public, Md. Mashuk Uddin (Shafique), le 29/01/2023

PERSONAL DATA AND EMERGENCY CONTACT

Name:

Father's Name:

Mother's Name:

Spouse's Name:

Permanent Address:

Emergency Contact:

Name:

Relationship:

Address:

Telephone No:



PASSPORT

পাসপোর্ট

গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

প্রকার/Type দেশ/দেশ/Code পাসপোর্ট নং/Passport Number

P BGD

স্বাক্ষর নাম/Signature

জন্ম -এম/Given Name

জাতীয়তা/Nationality

BANGLADESHI

জন্ম তারিখ/Date of Birth

19 FEB 1981

লিঙ্গ/Sex জন্মস্থান/Place of Birth

F SYLHET

প্রদানের তারিখ/Date of Issue প্রদানকারী কর্তৃপক্ষ/Issuing Authority

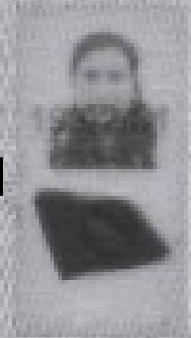
04 SEP 2022

DIP/DHAKA

মেয়াদোত্তীর্ণতার তারিখ/Date of Expiry স্বাক্ষর/Holder's Signature

03 SEP 2032

Hajera Begum



PERSONAL DATA AND EMERGENCY CONTACT

Name:

Father's Name:

Mother's Name:

Spouse's Name:

Permanent Address:

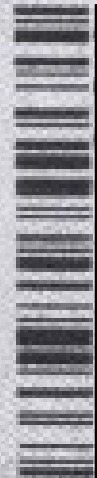
Emergency Contact:

Name:

Relationship:

Address:

Telephone No:



PASSPORT

পাসপোর্ট

গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

প্রকার/Type দেশ কোড/Country Code পাসপোর্ট নং/Passport Number

P BGD

বাংলাদেশ কোড/Signature

ইমর নাম/Given Name

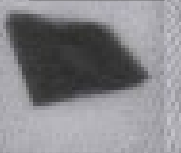
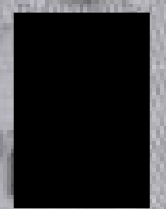
জাতীয়তা/Nationality
BANGLADESHI

পূর্ববর্তী পাসপোর্ট নং/Previous Passport No.

লিঙ্গ/Sex জন্মস্থান/Place of Birth

F SYLHET

জন্মের তারিখ/Date of Birth জন্মের জায়গা/Place of Birth



PERSONAL DATA AND EMERGENCY CONTACT

Name:

Father's Name:

Mother's Name:

Spouse's Name:

Permanent Address:

Emergency Contact:

Name:

Relationship:

Address:

Telephone No.:



PASSPORT

পাসপোর্ট

গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

প্রকার/Type

P

দেশ কোড/Country Code

BGD

পাসপোর্ট নং/Passport Number

প্রাপ্তির তারিখ/Expiry Date

জাতীয়তা/Nationality

BANGLADESHI

জন্ম তারিখ/Date of Birth

ব্যক্তিগত নং/Personal No.

পূর্বের পাসপোর্ট নং/Previous Passport No.

লিঙ্গ/Sex

F

জন্মস্থান/Place of Birth

SYLHET

প্রদত্ত কর্তৃক/Issued by

প্রদত্ত কর্তৃক/Issuing Authority

[REDACTED]

lundi 20 janvier 2025

Bordeaux

[REDACTED]
CHATEAUBOX

FRANCE

Reference du bien : [REDACTED]

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la quittance demandée qui ne libère que pour la(es) période(s) indiquée(s). Elle est délivrée sous toutes réserves de droit et sous réserve de l'encaissement des chèques ou effets.

Elle annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versé sur le(s) présent(s) terme(s), même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre. Le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement des termes antérieurs.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considérée comme un titre de location.

Choisir le prélèvement automatique c'est se simplifier la vie!

Date	Libellé	montant
20/01/2025	Loyer non soumis à TVA du 01/01/2025 au 31/01/2025	477,21€
Total quittance		477,21€

Devant un grand nombre de chèques impayés, nous vous informons que nous n'acceptons plus de règlement par chèque depuis le 01 avril 2022.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service comptable

vendredi 20 décembre 2024

Bordeaux

CHATEAUROUX

FRANCE

Reference du bien :

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la quittance demandée qui ne libère que pour la(es) période(s) indiquée(s). Elle est délivrée sous toutes réserves de droit et sous réserve de l'encaissement des chèques ou effets.

Elle annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versé sur le(s) présent(s) terme(s), même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre. Le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement des termes antérieurs.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considérée comme un titre de location.

Choisir le prélèvement automatique c'est se simplifier la vie!

Date	Libellé	montant
20/12/2024	Loyer non soumis à TVA du 01/12/2024 au 31/12/2024	477,21€
Total quittance		477,21€

Devant un grand nombre de chèques impayés, nous vous informons que nous n'acceptons plus de règlement par chèque depuis le 01 avril 2022.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service comptable

mercredi 20 novembre 2024

Bordeaux

CHATEAUROUX

FRANCE

Reference du bien :

Madame, Monsieur,

Veillez trouver la quittance demandée qui ne libère que pour la(es) période(s) indiquée(s). Elle est délivrée sous toutes réserves de droit et sous réserve de l'encaissement des chèques ou effets.

Elle annule tous les reçus qui auraient pu être donnés pour acompte versé sur le(s) présent(s) terme(s), même si ces reçus portent une date postérieure à la date ci-contre. Le paiement de la présente quittance n'emporte pas présomption de paiement des termes antérieurs.

En cas de congé précédemment donné, cette quittance représenterait l'indemnité d'occupation et ne saurait être considérée comme un titre de location.

Choisir le prélèvement automatique c'est se simplifier la vie!

Date	Libellé	montant
20/11/2024	Loyer non soumis à TVA du 28/11/2024 au 30/11/2024	47,72€
20/11/2024	Loyer non soumis à TVA du 01/11/2024 au 27/11/2024	419,15€
Total quittance		466,87€

Devant un grand nombre de chèques impayés, nous vous informons que nous n'acceptons plus de règlement par chèque depuis le 01 avril 2022.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service comptable

BULLETIN DE PAIE

Période du 01/01/2025 au 31/01/2025
Paielement, le 31/01/2025 par Virement

75017 PARIS
SIRET : APE :

Code : 0002
N° Sécurité soc. :
Emploi : COUTURIER
Catégorie : I
Coefficient : 150
Indice :
Ancienneté : 2021

36000 CHATOUROUX

Convention collective : Habillement et articles textiles : commerce de détail (IDCC N°1483)

Libellé	Base	Taux	Montant	Charges patronales	
Salaire horaire	151.67	12.8570	1950.02		
Prime d'ancienneté			34.00		
Total Brut			1984.02		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1984.02			7.0000	-138.88
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1984.02	0.3350	-6.65	0.3350	-6.65
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1984.02			2.4700	-49.01
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1984.02	6.9000	-136.90	8.5500	-169.63
Sécurité Sociale déplafonnée	1984.02	0.4000	-7.94	2.0200	-40.08
Complémentaire Tranche 1	1984.02	4.0100	-79.56	6.0100	-119.24
FAMILLE	1984.02			3.4500	-68.45
ASSURANCE CHOMAGE	1984.02			4.3000	-85.31
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30.87
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1955.95	6.8000	-133.00		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1949.30	2.9000	-56.53		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	6.65	2.9000	-0.19		
EXONERATIONS, ECRETEMENTS ET ALLEGEMENTS DE COTISATIONS					478.55
Total des cotisations et contributions sociales			-420.77		-229.57
Montant Net social					1563.25
Net à payer avant impôt					1563.25
Impôt sur le revenu	Base	Taux	Montant	Cumul annuel	
Montant net imposable			1619.97	1619.97	
Montant net des heures compl/suppl exonérées			0.00	0.00	
Impôt sur le revenu prélevé à la source (taux d'imposition calculé selon barème)	1619.97	0.5000	-8.10	8.10	

Cumuls	Plafond SS	Brut	Brut abattu	Cotis. Sal.	Cotis. Pat.	Hres Trav.	Hres Pay.	Hres Supp.
Période	3925.00	1984.02	1984.02	420.77	229.57	151.670	151.670	0.000
Annuel	3925.00	1984.02	1984.02	420.77	229.57	151.670	151.670	0.000

Net à payer		1555.15	
Total versé par l'employeur		2213.59	
Congés	Acquis	Pris	Reste
CP année N	20.00	0.00	20.00
CP année N-1	33.00	26.00	7.00
RTT	0.00	0.00	0.00
Repos comp.	0.00	0.00	0.00

BULLETIN DE PAIE

Période du 01/12/2024 au 31/12/2024
Paiement, le 31/12/2024 par Virement

75017 PARIS
SIRET :

Code :
N° Sécurité soc. :
Emploi : COUTURIER
Catégorie : I
Coefficient : 150
Indice :
Ancienneté : 2021

36000 CHATOUROUX

Convention collective : Habillement et articles textiles : commerce de détail (IDCC N°1483)

Libellé	Base	Taux	Montant	Charges patronales	
Salaire horaire	151.67	12.8570	1950.02		
Prime d'ancienneté			34.00		
Total Brut			1984.02		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1984.02			7.0000	-138.88
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1984.02	0.3350	-6.65	0.3350	-6.65
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1984.02			2.4700	-49.01
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1984.02	6.9000	-136.90	8.5500	-169.63
Sécurité Sociale déplafonnée	1984.02	0.4000	-7.94	2.0200	-40.08
Complémentaire Tranche 1	1984.02	4.0100	-79.56	6.0100	-119.24
FAMILLE	1984.02			3.4500	-68.45
ASSURANCE CHOMAGE	1984.02			4.3000	-85.31
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30.87
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1955.95	6.8000	-133.00		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1949.30	2.9000	-56.53		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	6.65	2.9000	-0.19		
EXONERATIONS, ECRETEMENTS ET ALLEGEMENTS DE COTISATIONS					479.83
Total des cotisations et contributions sociales			-420.77		-228.29
Montant Net social					1563.25
Net à payer avant impôt					1563.25
Impôt sur le revenu	Base	Taux	Montant	Cumul annuel	
Montant net imposable			1619.97	19300.88	
Montant net des heures compli/suppl exonérées			0.00	0.00	
Impôt sur le revenu prélevé à la source (taux d'imposition calculé selon barème)	1619.97	0.5000	-8.10	96.50	

Cumuls	Plafond SS	Brut	Brut abattu	Cotis. Sal.	Cotis. Pat.	Hres Trav.	Hres Pay.	Hres Supp.
Période	3864.00	1984.02	1984.02	420.77	228.29	151.670	151.670	0.000
Annuel	46368.00	23638.22	23638.22	5013.13	2894.88	1820.040	1820.040	0.000

Net à payer		1555.15	
Total versé par l'employeur		2212.31	
Congés	Acquis	Pris	Reste
CP année N	17.50	0.00	17.50
CP année N-1	33.00	26.00	7.00
RTT	0.00	0.00	0.00
Repos comp.	0.00	0.00	0.00

BULLETIN DE PAIE

Période du 01/11/2024 au 30/11/2024
Paiement, le 30/11/2024 par Virement

Code :
N° Sécurité soc. :
Emploi : COUTURIER
Catégorie : I
Coefficient : 150
Indice :
Ancienneté :

36000 CHATOUROUX

Convention collective : Habillement et articles textiles : commerce de détail (IDCC N°1483)

Libellé	Base	Taux	Montant	Charges patronales	
Salaire horaire	151.67	12.8570	1950.02		
Prime d'ancienneté			34.00		
Total Brut			1984.02		
SANTE					
Sécurité Sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	1984.02			7.0000	-138.88
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès	1984.02	0.3350	-6.65	0.3350	-6.65
ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIES PROFESSIONNELLES	1984.02			2.4700	-49.01
RETRAITE					
Sécurité Sociale plafonnée	1984.02	6.9000	-136.90	8.5500	-169.63
Sécurité Sociale déplafonnée	1984.02	0.4000	-7.94	2.0200	-40.08
Complémentaire Tranche 1	1984.02	4.0100	-79.56	6.0100	-119.24
FAMILLE	1984.02			3.4500	-68.45
ASSURANCE CHOMAGE	1984.02			4.3000	-85.31
AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR					-30.87
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1955.95	6.8000	-133.00		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1949.30	2.9000	-56.53		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	6.65	2.9000	-0.19		
EXONERATIONS, ECRETEMENTS ET ALLEGEMENTS DE COTISATIONS					477.03
Total des cotisations et contributions sociales			-420.77		-231.09
Montant Net social					1563.25
Net à payer avant impôt					1563.25
Impôt sur le revenu	Base	Taux	Montant	Cumul annuel	
Montant net imposable			1619.97	17680.91	
Montant net des heures compl/suppl exonérées			0.00	0.00	
Impôt sur le revenu prélevé à la source (taux d'imposition calculé selon barème)	1619.97	0.5000	-8.10	88.40	

Cumuls	Plafond SS	Brut	Brut abattu	Cotis. Sal.	Cotis. Pat.	Hres Trav.	Hres Pay.	Hres Supp.
Période	3864.00	1984.02	1984.02	420.77	231.09	151.670	151.670	0.000
Annuel	42504.00	21654.20	21654.20	4592.36	2666.59	1668.370	1668.370	0.000

Net à payer		1555.15	
Total versé par l'employeur		2215.11	
Congés	Acquis	Pris	Reste
CP année N	15.00	0.00	15.00
CP année N-1	33.00	26.00	7.00
RTT	0.00	0.00	0.00
Repos comp.	0.00	0.00	0.00

FRA **TITRE DE SÉJOUR** [REDACTED]

NOM / Prénoms / SURNAMES Forenames [REDACTED]

POTENTIALITY / POTENTIALITY [REDACTED]

SEX / SEX NATIONALITÉ / NAT. DATE DE NAISSANCE / BIRTH DATE
M BGD [REDACTED]

CAT. DU TITRE / TYPE OF PERMIT VALABLE JUSQU'AU / VALID UNTIL
CARTE DE SÉJOUR 06 12 2027
PLURIANNUELLE

NUMÉRO PERSONNEL / PERSONAL NUMBER
[REDACTED]

[Signature]

RESIDENCE PERMIT

OBSERVATIONS / REMARQUES
SALARIE: COUTURIER
ZONE: TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE 93024358

DATE ET LIEU DE DÉLIVRANCE / DATE AND PLACE OF ISSUE
07 10 2022 [REDACTED] INDE

LIEU DE NAISSANCE / PLACE OF BIRTH
SYLHET (BGD)

ADRESSE / ADDRESS
[REDACTED]

[REDACTED]

FRA **TITRE DE SÉJOUR** [REDACTED]

[REDACTED]

NOM / Prénoms / SURNAMES / Forenames
[REDACTED]

SEX / SEX NATIONALITÉ / NAT. DATE DE NAISSANCE / BIRTH DATE
M BGD [REDACTED]

CAT. DU TITRE / TYPE OF PERMIT VALABLE JUSQU'AU / VALID UNTIL
CARTE DE SEJOUR 06 12 2027
PLURIANNUELLE

NUMÉRO PERSONNEL / PERSONAL NUMBER
[REDACTED]

[REDACTED]

RESIDENCE PERMIT

OBSERVATIONS / REMARQUES
SALARIE: COUTURIER
ZONE: TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE 93024358

DATE ET LIEU DE DÉLIVRANCE / DATE AND PLACE OF ISSUE
07 12 2023 INDRE

LIEU DE NAISSANCE / PLACE OF BIRTH
SYLHET (BGD)

ADRESSE / ADDRESS
[REDACTED]
36000 CHATEAURoux

23317024358

[REDACTED]